



REPUBLIQUE DU SENEGAL

**AUTORITE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS
(ARMP)**

**REVUE INDEPENDANTE DE LA CONFORMITE DE LA PASSATION DES
MARCHES CONCLUS PAR LE GROUPE II
AU TITRE DE LA GESTION 2011**

**SOCIETE NATIONALE D'ELECTRICITE DU SENEGAL
(SENELEC)**

**RAPPORT FINAL
JUN 2013**

**PRESENTE PAR :
LE GROUPEMENT GMS/ SSPM**



Liberté 6 extension, en face Camp Leclerc
Imm Moustapha, 2ème étage à gauche
Tel : Bur : 33 867 68 00 / 33 867 68 02
Fax: 33 867 68 01 - BP. 9048 Dakar Peytavin
Mail: gmac@orange.sn



✉ 1109 Liberté 1, Dakar BP 23967 Dakar Ponty
☎ (+221) 33 864 06 66 / (221) 77 630 72 97
Mail : ssprm@sspm.sn

TABLE DES MATIERES

I.SYNTHESE DE NOS TRAVAUX.....	5
1.1.CONSTATS RELATIFS AU DISPOSITIF DES MARCHES PUBLICS	5
1.2.CONSTATS D'AUDIT	6
1.2.1 Echantillon	6
1.2.2. Constats relatifs à la passation des marchés	8
1.2.3. Constats relatifs à l'exécution financière	11
1.2.4. Constats sur la matérialité de la dépense.....	11
1.3. RECOMMANDATIONS.....	11
1.3.1.Recommandations relatives au dispositif des marchés	11
1.3.2. Recommandations relatives à l'audit des marchés.....	12
1.3.2.1. Marchés sur appel d'offres	12
1.3.2.2. Marchés sur DRP	12
II.CONTEXTE ET OBJECTIFS DE LA MISSION	13
2.1. CONTEXTE DE LA MISSION	13
2.1. OBJECTIFS DE LA MISSION	13
III. SELECTION DES MARCHES A AUDITER	16
VI. METHODOLOGIE DE LA REVUE APPROFONDIE DES MARCHES	17
4.1. ETAPES DE LA MISSION.....	17
4.2. ACTIVITES PREALABLES AU DEMARRAGE DE LA MISSION	17
4.1.1. La Préparation de la mission	17
4.3. MISE EN PLACE D'UNE EQUIPE DE COORDINATION ET D'APPUI AU SIEGE	18
4.4. REVUE DES PROCEDURES DE PASSATION DES MARCHES	19
4.5. AUDIT DE L'EXECUTION PHYSIQUE DES MARCHES.....	20
4.6. CONTROLE DE LA QUALITE DE LA REVUE	21
4.7. SYNTHESE DES CONSTATS ET APPRECIATION DES TENDANCES GENERALES.....	21
4.8. REVUE DES MARCHES LITIGIEUX ET DES MARCHES PAR ENTENTE DIRECTE	23
4.9. RESTITUTION DES RAPPORTS.....	23
V.ANALYSE DU DISPOSITIF INSTITUTIONNEL ET REGLEMENTAIRE.....	23
5.1. LE CADRE INSTITUTIONNEL ET REGLEMENTAIRE	23
5.2. LES ORGANES CHARGES DE LA PASSATION DES MARCHES.....	25
5.2.1. La Cellule de Passation des marchés (CPM)	25
5.2.2. La Commission des marchés.....	26
5.3. LES ORGANES DE CONTROLE ET DE REGULATION	26
5.3.1. La Direction centrale des marchés publics (DCMP)	26
5.3.2. L'Autorité de Régulation des marchés publics (ARMP).....	26
5.4. MODIFICATIONS APORTEES PAR LE DECRET N°2011-1048 DU 27 JUILLET 2011 PORTANT CODE DES MARCHES PUBLICS.....	27
VI. AUDIT DE LA PASSATION ET DE L'EXECUTION DES MARCHES	28
6.1. AUDIT DE LA PASSATION DES MARCHES.....	28
6.2. AUDIT RELATIF A L'EXECUTION FINANCIERE	67
6.3. AUDIT DE L'EXECUTION PHYSIQUE DES MARCHES.....	67
VII. RECOMMANDATIONS.....	69
7.1. RECOMMANDATIONS SUR LE DISPOSITIF DES MARCHES	69
7.2.RECOMMANDATIONS RELATIVES AUX MARCHES.....	69
7.2.1. Recommandations relatives aux marchés.....	69
7.2.2. Recommandations relatives au classement et à l'archivage.....	70

VIII. ANNEXES.....	71
ANNEXE 1 : REPARTITION ECHANTILLON	72
ANNEXE 2 : LISTE DES COMMANDES DIRECTES	76
ANNEXE 3 : LETTRE DE TRANSMISSION DU RAPPORT PROVISOIRE.....	82
ANNEXE 4 : REPONSES DE L'AUTORITE CONTRACTANTE	844

SIGLES ET ACRONYMES

AAO	Avis d'Appel d'Offres
AC	Autorités Contractantes
AGPM	Avis Général de Passation des Marchés
AI	Auditeur Indépendant
AMI	Appel à Manifestation d'Intérêt
ANO	Avis de Non Objection
AO	Appel d'Offres
AOI	Appel d'Offres International
AON	Appel d'Offres National
AOO	Appel d'Offres Ouvert
AOR	Appel d'Offres Restreint
ARMP	Autorité de Régulation des Marchés Publics
BC	Bon de Commande
BL	Bordereau de Livraison
CCAG	Cahier des Clauses Administratives Générales
CM	Commission des Marchés
CMP	Code des Marchés Publics
CNCA	Commission Nationale des Contrats de l'Administration
COA	Code des Obligations de l'Administration
CPM	Cellule de Passation des Marchés
DAC	Dossier d'Appel à la Concurrence
DAO	Dossier d'Appel d'Offres
DCMP	Direction Centrale des Marchés Publics
DE	Devis (Détail) Estimatif
DMI	Demande à Manifestation d'Intérêt
DP	Demande de Propositions
DRP	Demande de Renseignements et de Prix
ED	Entente Directe
HT	Hors Taxes
MEF	Ministère de l'Economie et des Finances
MI	Manifestation d'Intérêt
MO	Maître d'Ouvrage
MOD	Maître d'Ouvrage Délégué
PAP	Procès-verbal d'Attribution Provisoire
PI	Prestation Intellectuelle
PM	Premier Ministre
PPM	Plan de Passation des Marchés
PV	Procès-verbal
PVR	Procès-verbal de Réception
RAPEV	Rapport d'Evaluation
RAO	Rapport d'Analyse des Offres
RCCM	Registre du Commerce et du Crédit Mobilier
SENELEC	Société Nationale d'Electricité du Sénégal
SIGFIP	Système Intégré de Gestion des Finances Publiques
TDR	Terme de Références
TC	Titre de Créance
TTC	Toutes Taxes Comprises
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

I.SYNTHESE DE NOS TRAVAUX

Le présent rapport est relatif à la revue de la conformité des procédures de passation et d'exécution des marchés conclus au titre de l'exercice 2011 par la **Société Nationale d'Electricité du Sénégal (SENELEC)**, conformément aux exigences des termes de référence de la mission que l'Autorité de Régulation des marchés publics (ARMP) a bien voulu confier au Groupement GMS/SSPM.

La mission a pour objectif principal de vérifier la conformité du processus de passation et d'exécution des marchés conclus au cours de la période de référence par les autorités contractantes du Groupe II, afin de s'assurer que:

- les marchés attribués au cours de la période sous revue ont été passés de manière transparente et régulière conformément aux dispositions du Code des marchés publics et que la mise en œuvre de ces procédures ne comporte pas d'anomalies significatives ;
- l'exécution financière est effectuée conformément aux dispositions contractuelles et à la réglementation en vigueur ;
- les procédures de contrôle de la matérialité des transactions et de suivi de leur exécution physique sont adéquates et permettent de s'assurer de la réalisation des marchés conformément aux prescriptions techniques et aux normes définies.

Au terme de cette mission, nous avons établi un certain nombre de constats relatifs au dispositif institutionnel de chaque structure mais aussi à chaque marché ciblé selon un processus d'échantillonnage aléatoire développé dans notre méthodologie.

En ce qui concerne la SENELEC, nous vous présentons ci-après la synthèse de nos constats et les recommandations qui en découlent :

1.1. Constats relatifs au dispositif des marchés publics

Les principaux constats relevés et relatifs au dispositif des marchés publics de la SENELEC se présentent comme suit :

- **Mise en place de la Commission des marchés et de la Cellule de Passation des marchés**

Pour l'exercice budgétaire 2011, la SENELEC a mis en place une Commission des marchés et une Cellule de Passation des marchés conformément aux articles 35 et suivants du CMP.

- **Elaboration du rapport annuel sur les marchés publics**

Le Rapport annuel sur les marchés conclus en 2011 a été élaboré, et transmis à l'ARMP, conformément aux dispositions de l'article 143 du CMP.

- **Plan de Passation des marchés (PPM) et Avis Général de Passation des marchés (AGPM)**

La SENELEC a établi pour l'année 2011 un Plan de Passation des marchés et publié un Avis Général de Passation des Marchés. Cependant, l'AGPM publié ne permet pas d'identifier de façon précise les marchés à passer puisque son contenu manque d'exhaustivité, de clarté et de concision.

- **Archivage des documents par la Cellule non conforme**

L'archivage des dossiers liés aux marchés au niveau de la CPM n'est pas exhaustif. En effet, la CPM n'archive pas tous les dossiers (Procès-verbaux de réception, factures, copies des paiements, etc.) liés à la passation et à l'exécution des marchés.

- **Registre des marchés**

La SENELEC ne dispose pas de registre des marchés, conforme aux dispositions de l'article 67-3 du Décret n° 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des marchés publics.

1.2. Constats d'audit

1.2.1 Echantillon

Dans le cadre de notre mission, nous avons procédé à une analyse de l'environnement et du cadre d'exécution des opérations de passation des marchés pour nous assurer de la capacité des structures mises en place et des hommes qui les animent à prendre en charge, de manière satisfaisante, le processus de passation des marchés au regard des nouvelles exigences de formalisation, de rigueur, d'équité et de transparence introduites par le Code des marchés publics.

A ce propos, nous avons élaboré un échantillon sur la base de notre méthodologie et des indications des termes de référence (TDR) de la mission. Pour s'assurer de l'exhaustivité des listes de marchés et de DRP produites par l'AC, l'équipe a sollicité et obtenu de la SENELEC ses états financiers pour l'année 2011, la balance générale et le grand livre.

Périmètre couvert

La SENELEC nous a transmis une liste de marchés qui comprend trente-six (36) appels d'offres ouvert (AOO), huit (08) marchés passés par entente directe et trente-six (36) Demandes de renseignements et de prix (DRP).

Les contrôles effectués pour nous assurer de l'exhaustivité des marchés nous permettent de relever les points suivants :

- Les numéros des DRP reçues sont normalement établis sur une base séquentielle ; toutefois, nous avons constaté le saut de numéros sur la liste des DRP transmise par la SENELEC ;
- L'existence de commandes directes relevées sur les documents comptables pour un montant de Neuf milliards cinq cent vingt-neuf millions huit cent quatre-vingt-dix-sept mille trois cent trente-cinq francs (9 529 897 335 F CFA) en violation des principes de libre accès à la commande publique, d'économie, de transparence et d'équité et des dispositions de l'article 76 du Décret n°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés publics (Cf. liste annexe 2);
- La persistance d'un écart non justifié entre le solde des mouvements au crédit fournisseur de la balance générale et la balance auxiliaire fournisseurs malgré les explications apportées par la SENELEC ;
- La non transmission du grand livre des comptes par la SENELEC malgré plusieurs requêtes.

C'est pourquoi, nous émettons des réserves sur l'exhaustivité de la liste des marchés transmise par la SENELEC.

L'intégralité de la réponse de SENELEC relative à l'écart évoqué ci-dessus est annexée au présent rapport.

Par ailleurs, nous avons soustrait de la liste SENELEC tous les marchés dont la procédure de passation des marchés n'était pas encore bouclée à la date de notre intervention, soit un nombre de treize (13) AOO.

Par conséquent, notre échantillon se présente comme suit :

- Onze (11) marchés passés par AOO dont quatre (4) ont atteint le seuil de contrôle de la DCMP ;
- Huit (8) marchés passés par entente directe ;

- Dix-sept (17) marchés passés par DRP.

Rappel des seuils applicables à la SENELEC en vertu de l'Arrêté n°11 580 du 28 décembre 2007

Type de marchés	Seuils de passation	Seuil de contrôle DCMP sur DAC	Seuil de contrôle DCMP sur RAO/PAP	Seuil de contrôle DCMP sur CONTRAT
Fournitures	30 000 000	400 000 000	200 000 000	400 000 000
Travaux	50 000 000	600 000 000	400 000 000	800 000 000
Prestations Intellectuelles	30 000 000	200 000 000	200 000 000	350 000 000
Services	30 000 000	400 000 000	200 000 000	400 000 000

1.2.2. Constats relatifs à la passation des marchés

Les principaux points de non-conformité relevés portent sur les aspects suivants :

➤ Sur les appels d'offres :

- Sur tous les marchés passés en revue, le montant retenu est supérieur au montant estimé. L'appel d'offre n°22/2011 dont le montant estimé était de 2 099 062 400 F CFA HT/HD a été attribué pour un montant de 4 251 291 968 F CFA HT/HD et l'attestation d'existence de crédits n'a pas été produite par la SENELEC ;
- Il est noté un décalage de 21 jours entre la date limite de dépôt des offres et la date d'ouverture des plis dans le cas du marché N°33/2011 relatif à la fourniture et à l'installation sur les sites de Kédougou, Boutoute et Kolda de réservoirs de stockage de combustibles ;
- Les avis d'attribution définitive des marchés N°22/2011 relatif à la fourniture et à l'installation d'équipements pour la réhabilitation des chaudières 301 et 303 et N°33/2011 relatif à la fourniture et à l'installation sur les sites de Kédougou, Boutoute et Kolda de réservoirs de stockage de combustibles, n'ont pas été publiés ;
- Les candidats non retenus ne sont pas informés du rejet de leurs offres en violation des dispositions du CMP ;
- Les documents relatifs à l'exécution et au paiement n'ont pas été mis à notre disposition ;

Aucun document attestant la réception ou le service fait n'a été produit pour tous les marchés passés en revue.

➤ **Sur les Demandes de Propositions :**

• **Sur le marché relatif aux audits environnementaux et sociaux**

- Le marché est attribué pour un montant de 159 304 130 FCFA TTC alors qu'il était estimé à 95 000 000 FCFA TTC et l'attestation d'existence de crédits n'a pas été mise à notre disposition
- L'ouverture des plis prévue le 08 juin 2011 a été reporté sine die (avis de report soleil du mardi 07 juin 2011) et tous les candidats n'ont pas été informés de la nouvelle date retenue ;
- Les documents relatifs à l'exécution n'ont pas été mis à notre disposition pour les marchés de prestations intellectuelles ;
- Les candidats non retenus ne sont pas informés du rejet de leurs offres en violation des dispositions du CMP.

➤ **Sur les marchés conclus par Entente Directe**

La procédure relative aux marchés de fourniture attribués aux entreprises SIRMEL, ELOF MEGGER, SFE, EQUIP PLUS, LCS, ABB TECHNOLOGIES et IMACAB pour un montant global de 3 739 902 779 F CFA TTC et conclus dans le cadre du programme d'urgence de distribution a été autorisée par Monsieur le Premier Ministre, après l'avis défavorable de la DCMP, en application des dispositions de l'article 76.2 du Code des Marchés publics modifié ;

Il en est de même pour la procédure relative aux marchés de travaux attribués aux entreprises ETAB et FASS ELCTRICITE pour 281 570 718 F CFA TTC conclus dans le cadre de l'urgence distribution ;

Il a été noté, une durée des échanges anormalement longue (3 mois) entre la SENELEC et la DCMP pour obtenir l'autorisation de passer les marchés relatifs à l'achat de produits finis (diesel, gasoil, fuel) auprès de la SAR et la location d'une centrale temporaire de production de 10 MW à Boutoute, alors que les demandes étaient fondées sur les dispositions de l'article 76 du CMP (droit d'exclusivité et urgence impérieuse) ;

Enfin, les pièces justificatives relatives aux informations financières et comptables à des fins de contrôle des prix ne sont pas fournies, en violation de l'article 76 du Décret n°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés publics.

➤ **Sur les Demandes de Renseignements et de Prix :**

Les constats sur les DRP s'établissent comme suit :

➤ **DRP : 41/2011 relative aux travaux de tuyauteries eau de mer groupe 403**

L'offre de PDI (unique soumissionnaire sur les huit candidats sollicités) est datée du 14 novembre 2011 alors que la date limite de dépôt des offres était fixée au 08 novembre 2011. Le marché estimé à 10 000 000 F CFA TTC a été attribué à 16 000 000 F CFA TTC et le procès-verbal d'attribution a été signé et approuvé par le président de la CM.

- Sur l'ensemble des DRP le montant des marchés conclus est supérieur au montant estimé et les attestations d'existence de crédit n'ont pas été produites ;
- L'ouverture des plis ne coïncide pas avec la date limite de dépôt des offres pour toutes les DRP conclues durant la gestion 2011;
- Les lettres d'invitation adressées aux candidats n'ont pas été retrouvées;
- Les preuves matérielles de la réception des lettres d'invitation par les candidats sollicités n'ont pas été fournies pour toutes les DRP conclues en 2011 ;
- Les conditions d'accès à la commande publique telles qu'édictees par les articles 43 et 45 du CMP n'ont pas été respectées pour la totalité des DRP conclues en 2011 ;
- Il n'y a aucun élément justificatif montrant que les candidats consultés ont les capacités et les qualifications requises pour exécuter le marché en violation de l'article 78-1 du Décret n°2011-1048 du 27 Juillet 2011 portant Code des Marchés Publics et du point 2 de la circulaire N°0004/PM/CAB /CP du 31 Mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de demande de renseignements et de prix ;
- L'ouverture des offres n'a pas été effectuée en deux étapes pour les prestations intellectuelles conclues par la procédure de DRP, en violation de l'article 80-5 du Décret n°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics ;
- Il a été constaté l'absence de publication des résultats sur le site des marchés publics en violation des dispositions de l'article 78.3.b du CMP ;
- Il n'y a pas de traces matérialisant l'information des candidats dont les offres n'ont pas été retenues en violation de l'article 78-2 du Décret n°2011-1048 du 27 Juillet 2011 portant Code des Marchés Publics ;
- Les contrats relatifs aux marchés n'ont pas été produits par la SENELEC ;
- Les PV de réception signés par les membres de la Commission de Réception n'ont pas été produits pour l'ensemble des DRP;
- L'archivage des documents liés à la procédure n'est pas conforme. La CPM n'archive pas les dossiers liés à l'exécution du marché (copies des factures, PV de réception, moyens de paiement etc.). Les documents relatifs aux paiements et à la réception n'ont pas été fournis.

1.2.3. Constats relatifs à l'exécution financière

Les documents relatifs à l'exécution financière des marchés initiés durant la gestion budgétaire 2011 ne sont pas archivés au niveau de la CPM et les copies numériques fournies par la comptabilité relatives à quelques marchés ne nous ont pas permis d'effectuer les contrôles nécessaires.

1.2.4. Constats sur la matérialité de la dépense

Afin de vérifier la matérialité des dépenses, nous avons procédé à des inspections physiques sur un échantillon représentant 49% en montant des marchés sous revue. Nos travaux sur l'exécution physique appellent de notre part les remarques suivantes :

- L'absence des procès-verbaux et les copies des rapports pour les marchés de prestations intellectuelles ;
- L'absence des procès-verbaux de réception des livraisons signés par les membres de la commission des marchés et des documents de la comptabilité matières pour les marchés de fourniture de combustible ;

1.3. Recommandations

1.3.1.Recommandations relatives au dispositif des marchés

- **Recommandation relative l'AGPM**

La SENELEC devrait à l'avenir publier un Avis général de Passation des Marchés exhaustif qui décrit de façon précise les marchés à passer conformément aux dispositions de l'article 6 du Décret n°2011-1048 du 27 juillet portant Code des Marchés Publics.

- **Recommandations relatives au classement et à l'archivage**

- ✓ Améliorer le système d'archivage en intégrant les documents de préparation, de passation et d'exécution des marchés ;
- ✓ Prendre connaissance du manuel d'archivage adopté par l'ARMP et en faire une application rigoureuse.

1.3.2. Recommandations relatives à l'audit des marchés

1.3.2.1. Marchés sur appel d'offres

Nous recommandons à la SENELEC, pour les appels d'offres de :

- Veiller à inscrire tous les projets de marchés dans le PPM et dans l'AGPM conformément à l'article 6 du Décret n°2011-1048 du 27 juillet 2011 ;
- Veiller au respect des principes d'équité, de transparence et d'économie préconisés par le Code des Obligations de l'Administration (COA) en son article 24 et le Décret n°2011-1048 du 27 juillet 2011, dans la conduite des marchés publics ;
- Veiller au respect des délais impartis pour l'évaluation des offres par la Commission des marchés conformément aux dispositions de l'article 70 du Décret n°2011-1048 du 27 juillet 2011;
- Procéder à la publication des avis d'attribution définitive conformément à l'article 85 du Décret n°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics ;
- Veiller à la production par le titulaire du marché d'une garantie de bonne exécution conformément à l'article 114 du Décret portant Code des Marchés Publics ;
- Veiller à l'archivage complet des dossiers liés à la passation et à l'exécution des marchés conformément au manuel d'archivage de l'ARMP.

1.3.2.2. Marchés sur DRP

Nous recommandons l'application rigoureuse des dispositions du Décret n° 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des marchés publics et de la circulaire n° 0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instruction pour la mise en œuvre de la procédure de Demande de renseignements et de prix, notamment sur les points ci-dessous indiqués :

- Les prescriptions techniques ;
- Les critères de qualification ;
- Le formulaire de soumission et le modèle d'instruction aux soumissionnaires ;
- Les lettres matérialisant l'information des candidats dont les offres n'ont pas été retenues ;
- La publication de l'attribution du marché sur le site des marchés publics ;
- Le respect des dates indiquées pour le dépôt des offres et l'ouverture des plis ;
- L'insertion dans les contrats d'une clause relative aux pénalités de retard conformément à l'article 133 du CMP ;

- L'archivage complet au niveau de la Cellule de Passation des Marchés, des dossiers liés à la procédure et à l'exécution des marchés conformément au manuel d'archivage de l'ARMP.

Par ailleurs, la SENELEC devrait veiller à faire coïncider l'ouverture des plis avec la date limite de dépôt des offres et dans le cadre des prestations intellectuelles passées par la procédure de DRP et respecter l'ouverture des offres en deux étapes conformément aux dispositions de l'article 80-5 du Décret n°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics.

II.CONTEXTE ET OBJECTIFS DE LA MISSION

2.1. Contexte de la mission

L'article 2 du Décret n°2007-546 du 25 avril 2007 portant organisation et fonctionnement de l'Autorité de Régulation des marchés publics dispose en son alinéa 8 « l'ARMP est chargée de faire réaliser des audits techniques et/ou financiers en vue de contrôler et suivre la mise en œuvre de la réglementation en matière de passation, d'exécution et de contrôle des marchés et conventions. Dans ce cadre, l'ARMP commande, à la fin de chaque exercice budgétaire, un audit indépendant sur un échantillon aléatoire de marchés et conventions, transmet aux autorités compétentes les cas de violations constatées de dispositions réglementaires et établit des rapports périodiques sur l'exécution des marchés et conventions sur la base des enquêtes et audits réalisés dont elle assure la publication et qu'elle transmet également aux autorités ».

C'est en application des dispositions précitées que l'ARMP entreprend cette année, comme elle l'a fait pour les années précédentes, une campagne de revue indépendante de la conformité de la passation des marchés des autorités contractantes au titre de l'exercice 2011.

2.1. Objectifs de la mission

La mission a pour objectif principal de vérifier la conformité du processus de passation et d'exécution des marchés conclus au cours de la période de référence par les autorités contractantes du Groupe II, afin de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le Code des marchés publics. La mission vise les objectifs spécifiques suivants :

- se faire une opinion sur les procédures de passation de marchés adoptées pour les contrats sélectionnés ; l'opinion doit être fournie individuellement pour chaque autorité contractante ;

- vérifier la conformité des procédures aux principes généraux d'économie, d'efficacité, d'équité et de transparence, édictés par le Code des marchés publics ;
- fournir autant que faire se peut, une opinion sur la qualité des contrats, incluant les aspects techniques et économiques ;
- identifier les cas de non-conformité des procédures par rapport aux dispositions du Code des marchés publics, en particulier dans les cas de rejet d'offres moins-disants, de fractionnement de marchés, de non-respect des dispositions préalables à la mise en concurrence, des éléments constitutifs des cahiers des charges, des seuils fixés pour les avenants, des règles de publicité et de communication, etc. ; pour chacune des autorités contractantes, il s'agira de porter un jugement sur l'acceptabilité de telles situations au regard des dispositions du CMP ;
- procéder à la revue des plaintes des soumissionnaires pour évaluer l'exhaustivité, l'efficacité et la pertinence de leur traitement par l'autorité contractante et établir le pourcentage des plaintes traitées en conformité avec la réglementation en vigueur ; en ce qui concerne les plaintes finalement soumises au Comité de Règlement des Différends (CRD) de l'ARMP, le consultant examinera en outre le degré d'application par l'autorité contractante, des décisions auxquelles elles ont donné lieu, de même que la pertinence desdites décisions ;
- pour les marchés sélectionnés atteignant les seuils de revue par la Direction Centrale des marchés publics (DCMP), examiner la pertinence et la conformité à la réglementation des avis de cette structure ;
- dégager pour les contrats sélectionnés, les niveaux effectifs de décaissement par rapport aux niveaux d'exécution ;
- examiner les conditions d'attribution des marchés par entente directe en évaluant leur fréquence et leur conformité eu égard aux exigences réglementaires ; la compétitivité et le caractère raisonnable ou non des prix proposés dans les marchés par entente directe seront passés en revue ;
- examiner la conformité de l'organisation en matière de passation de marchés et, formuler, au regard des dispositions prévues par le CMP et ses textes d'application, des recommandations en ce qui concerne le fonctionnement et les capacités des commissions des marchés (CM), des cellules de passation des marchés (CPM) et des différents organes de contrôle interne ;
- examiner les éventuels indices de fraude et de corruption ou d'autres pratiques (manœuvres collusoires, manœuvres restrictives, manœuvres obstructives) telles qu'elles sont définies dans les Directives publiées par la Banque mondiale ;

- évaluer éventuellement le niveau de prise en compte des recommandations de l'audit précédent et leur application par l'Autorité contractante, ainsi que l'impact éventuel de ces mesures sur les pratiques au niveau de cette autorité ;
- formuler des recommandations pour le futur.

En ce qui concerne l'exécution des marchés, les prestations du Consultant devront porter sur :

- le contrôle de la qualité des contrats attribués en analysant les évolutions et modifications qualitatives et quantitatives de l'étendue de chaque contrat sur la base de la soumission et du marché initialement signé ;
- le contrôle de la situation des réceptions/livraisons pour vérifier le respect des dates et des quantités livrées / réceptionnées ; tout écart sera relevé et la manière dont il a été traité au niveau de l'autorité contractante sera examinée ;
- le contrôle des délais prescrits aux différentes étapes de l'exécution des marchés et du paiement des avances et des factures, en cohérence notamment avec les spécifications du marché et le référentiel des délais d'exécution de la dépense publique ;
- l'état des marchés qui connaissent des difficultés d'exécution ;
- l'analyse des causes et conséquences des difficultés rencontrées.

Au plan du contrôle de la matérialité de l'exécution des marchés, des inspections physiques in situ devront être effectuées sur 25% des marchés en cours ou déjà exécutés par l'AC pour l'exercice concerné par la revue (en excluant les contrats non éligibles au contrôle physique) auxquels s'ajouteront les marchés ayant fait l'objet de litiges et ceux passés par entente directe. Le contrôle physique portera pour chaque marché sélectionné, sur les aspects suivants. Il s'agira de :

- vérifier la matérialité des dépenses effectuées ;
- faire un diagnostic sur l'état des ouvrages, équipements, fournitures, ou rapports(pour les prestations intellectuelles) par référence à leur prix, à leur description dans le marché et à leur état actuel, compte tenu de leur âge et leurs conditions d'utilisation ;
- s'assurer de la cohérence entre les biens livrés inspectés et les documents contractuels (le contrat et les pièces justificatives ayant servi au paiement) et donner un avis sur la conformité et la qualité ;
- s'assurer de la justification technique et financière des avenants et ordres de services signés ;

- vérifier l'existence d'une comptabilisation des biens au niveau de l'autorité contractante.

Plus précisément pour les marchés de travaux, les expertises pourraient porter sur :

- la conformité physique des travaux avec les PV de réception provisoire et définitive ;
- la qualité, la véracité et la sincérité des documents de contrôle par rapport aux constatations physiques pouvant être faites sur site ;
- l'état de fonctionnement des ouvrages ;
- les prix unitaires pratiqués pour les principales rubriques par rapport à ceux du marché ;
- la cohérence des quantités ;
- la mise à jour des malfaçons ;
- les dangers éventuels pouvant découler de certains ouvrages...

III. SELECTION DES MARCHES A AUDITER

Sur la base de la liste des marchés fournie par les Autorités contractantes du Groupe II dont la constitution est établie en annexe 1, après vérification de l'exhaustivité de chaque liste, nous allons procéder à l'échantillonnage des marchés conformément aux modalités arrêtées dans les TDR ; la liste des marchés à auditer devra inclure :

- au moins 15% des marchés dont les montants ont atteint les seuils de contrôle de la DCMP (non compris les marchés par entente directe) ;
- au moins 25% des marchés dont les montants sont compris entre les seuils de contrôle de la DCMP et les seuils de passation de marchés (en excluant les marchés par entente directe) ;
- au moins 25% des demandes de renseignements et de prix ;
- 100% des marchés passés par entente directe.

Pour chaque catégorie de marchés dont le nombre est inférieur à 10, la revue doit concerner l'ensemble des marchés passés.

Nous nous assurerons que les échantillons sont représentatifs des différents modes de passation des marchés, mais aussi des différentes catégories de marchés (fournitures et services, prestations intellectuelles, travaux).

La sélection sera effectuée sur la base d'un progiciel de tri aléatoire sans remise.

VI. METHODOLOGIE DE LA REVUE APPROFONDIE DES MARCHES

4.1. Etapes de la mission

La mission de revue se décline à travers les différentes étapes ci-après :

1. collecte de l'information au niveau de l'autorité contractante suite à une prise de contact ;
2. revue de l'organisation institutionnelle de chaque autorité contractante ;
3. échantillonnage des marchés à auditer ;
4. comparaison des données collectées auprès des structures avec celles des documents comptables (comptabilité administrative des administrateurs de crédits, SIGFIP, et autres documents selon la personnalité juridique de l'entité) et ajustement de nos sélections s'il existe des marchés non reportés sur la liste et exécutés par le processus requis ;
5. revue approfondie des marchés et contrôle qualité ;
6. élaboration préalable d'une note d'orientation ;
7. élaboration des rapports provisoires individuels et d'un rapport de synthèse ;
8. exploitation des réponses et observations venant des autorités contractantes ;
9. élaboration des rapports définitifs individuels et de synthèse.

4.2. Activités préalables au démarrage de la mission

Afin de garantir l'efficacité de la mission et la fiabilité des résultats, les tâches préparatoires suivantes ont été mises en œuvre.

4.1.1. La Préparation de la mission

Dans la perspective de garantir le démarrage de la mission dans des conditions optimales, l'ARMP a envoyé aux autorités contractantes et à la Direction générale des Finances, les correspondances suivantes :

- Une lettre d'information (n°001928 ARMP/DG/DAF du 06 décembre 2012) adressée aux Autorités contractantes pour les sensibiliser sur les objectifs et spécificités de la mission et les inviter à prendre les dispositions utiles pour rendre accessibles aux auditeurs tous les documents relatifs aux marchés visés (publicité préalable, dossiers de consultation, lettres de saisine, couverture budgétaire, offres des soumissionnaires, rapports d'évaluation des offres, traitement des plaintes, publication des attributions, contrats signés avec les titulaires des marchés, bordereaux de livraisons, justificatifs des paiements, cautions et enregistrements, attestation de bonne exécution...). Par ce courrier, il était également requis des AC la mise à disposition en un lieu unique, en l'occurrence CPM, de toutes les informations requises, ainsi que la

disponibilité au cours de la période de revue, des interlocuteurs intervenant dans les marchés.

- Une lettre (n°001929 ARMP/DG/DAF du 07 décembre 2012) adressée à la Direction générale des Finances pour une mise à disposition des données du SIGFIP, notamment les engagements marchés et les engagements hors marchés, afin de faciliter les recoupements afférents à l'exhaustivité des commandes effectuées par les entités de l'Etat. Ces informations du SIGFIP ont été reçues par le cabinet mais sous un format trop agrégé pour permettre des contrôles d'exhaustivité ; à ce propos des requêtes complémentaires seront initiées aux fins de la mise à disposition de données additionnelles ;
- Un courrier d'introduction auprès des autorités contractantes (n°000028 ARMP/DG/DAF du 07 janvier 2013) pour confirmer le démarrage de la mission.

De son côté, le Cabinet a pris l'initiative, suite à la réunion d'information organisée par l'ARMP, de prendre contact avec toutes les structures à auditer, à qui une liste des documents à préparer a été soumise. Les documents suivants ont été requis, en fonction du statut de chaque autorité contractante :

- la liste complète de tous les marchés initiés en 2011 par mode de passation et par type de marchés ;
- l'avis général de passation des marchés au titre de l'exercice 2011 ;
- le budget de la gestion 2011 ;
- l'état d'exécution budgétaire de la gestion 2011 ;
- le plan de passation des marchés 2011 ;
- l'organigramme de la structure ;
- le manuel de procédures, le cas échéant ;
- les états financiers selon le type d'AC ;
- les extraits détaillés du compte de gestion, le cas échéant ;
- les balances (générale et auxiliaire fournisseur et immobilisation) selon le type d'AC ;
- les textes désignant les membres des commissions et de la CPM ainsi que ceux portant organisation de l'AC ;
- les rapports d'audit, le cas échéant.

4.3. Mise en place d'une équipe de coordination et d'appui au siège

Notre expérience de ce type de mission montre qu'il est d'une importance capitale de mettre en place une équipe au Siège. L'équipe d'appui du Siège sera composée d'un noyau centré autour du Cabinet et composé d'experts dotés d'une expérience significative en passation de marchés. Le recours à une expertise ponctuelle est également envisagé en cas de besoin.

Le support des équipes d'experts se concentrera sur quatre domaines clefs que nous avons identifiés comme étant cruciaux, et de nature à garantir la réussite la mission.

L'équipe d'appui du siège sera placée sous la responsabilité d'un spécialiste avéré en passation de marché et rompu aux missions d'audits techniques et de revue de procédures de passation de marchés.

Elle comprendra également un expert financier, un expert informaticien, un expert qualité ainsi qu'une assistante de direction. Cette équipe aura pour tâche essentielle d'aider le chef de mission dans sa fonction de pilotage et de coordination des activités, notamment dans le traitement des données collectées sur le terrain et dans la constitution des échantillons de marchés à cibler dans les différentes phases de la mission.

Il reste entendu que les membres de l'équipe d'appui peuvent être appelés à descendre sur le terrain pour prêter mains fortes aux experts et les aider à résoudre des problèmes ponctuels ou à faire face à une charge de travail exceptionnellement importante.

Le coordonnateur de l'équipe d'appui du siège aura un rôle central dans la revue qualité des rapports conformément aux procédures en vigueur.

4.4. Revue des procédures de passation des marchés

Dans le cadre de la planification de la mission, nous avons pris connaissance de l'ensemble des actes législatifs et réglementaires et normatifs qui régissent le secteur des marchés publics au Sénégal. Nous avons pris en considération les spécificités de la mission à réaliser et avons établi, un cadre pour la méthodologie proposée et l'approche d'audit à suivre.

En début de mission, nous avons pris contact avec les AC et un courrier leur a été envoyé avec comme requête de nous communiquer les informations pertinentes pour la mission.

Nous avons sélectionné et validé un échantillon représentatif par type de contrat, taille et mode de passation des marchés ; l'échantillon sera composé conformément aux modalités décrites dans les termes de référence (TDR) et aux normes et pratiques en vigueur en matière d'audit. Le processus d'échantillonnage est d'essence aléatoire.

Pour chacune des catégories de marchés, nous avons veillé à une distribution adéquate en prenant en compte à la fois les différents modes de passation et natures de marchés (fournitures et services, prestations intellectuelles, travaux). Cependant ce réajustement n'a pas été possible pour certaines structures qui, compte tenu de leurs spécificités, ne passent qu'une catégorie bien déterminée de marchés (prestations intellectuelles ou fournitures par exemple).

Au niveau de chaque autorité contractante, nous allons nous assurer de la mise en place conforme des organes en charge des marchés, et par la suite évaluer leur efficacité.

De plus, nous allons mener des tests sur chaque échantillon de contrats sélectionné. Ces tests nous permettent de nous assurer de la traçabilité des contrats, de l'expression du besoin jusqu'au paiement. Ils nous permettront d'identifier et de statuer sur l'efficacité et la transparence des procédures appliquées par les autorités contractantes et leur conformité avec le CMP.

Les tests qui sont mis en œuvre pour la revue des procédures de passation des marchés comprennent outre l'analyse institutionnelle et organisationnelle, une vérification des éléments suivants:

- procédure de budgétisation/couverture budgétaire ;
- publicité préalable ;
- adéquation du mode de passation de marché avec l'enveloppe budgétaire et la nature de la commande (travaux, fournitures ou services) ;
- rapports d'évaluation des offres ;
- traitement des plaintes ;
- respect des obligations contractuelles (exécution par le titulaire du marché et paiement par l'autorité contractante) ;
- conformité à certaines dispositions particulières du CMP telles que l'inscription préalable des marchés dans les plans et avis généraux de passation de marchés, l'attribution aux moins disant qualifiés, le non fractionnement de marchés, les conditions préalables de mise en concurrence, les réponses aux demandes d'éclaircissement des candidats, l'approbation des marchés par les autorités compétentes, les éléments constitutifs des cahiers des charges, les seuils des avenants, le respect des délais d'exécution, les cas de résiliation, etc.

Pour chaque marché ou DRP, une fiche (check-list) a été méticuleusement renseignée. L'ensemble des fiches ont servi de base à une analyse des tendances ainsi qu'à la déduction de statistiques pertinentes pour fonder une opinion sur la gestion d'un ou de plusieurs types de marchés ainsi que sur les performances de chaque autorité contractante.

4.5. Audit de l'exécution physique des marchés

Conformément aux termes de référence (TDR), nous allons procéder à un échantillonnage de marchés devant faire l'objet de contrôle physique (vérification de la matérialité). Cet échantillonnage exclut logiquement les marchés de nettoyage de locaux, de désherbage, de reprofilage léger de routes, etc., objet de prestations à

durabilité éphémère. Les vérifications seront faites sur la base des procès-verbaux de réception, des documents de comptabilité des matières, et des visites de terrains.

L'objectif global de cette étape de la mission est de permettre à l'ARMP de se former une opinion sur la conformité de l'exécution technique au sens large, d'un échantillon de projets d'infrastructures.

L'audit technique est articulé sur les points suivants :

- conformité technique et qualité des prestations exécutées ;
- revue de la conduite générale des projets ;
- vérification de la conformité des dépenses effectuées.

Il débouche sur la formulation de recommandations relatives aux points suivants :

- i) mesures correctives permettant d'éviter que les éventuelles anomalies observées n'aient un impact sur la qualité du projet et sa durabilité dans les horizons prévus ;
- ii) principaux enseignements généraux de cet audit pour des actions futures.

4.6. Contrôle de la qualité de la revue

Le contrôle de qualité qui relève d'une exigence interne du Cabinet a pour objet de s'assurer que l'équipe a réalisé la mission dans le respect des normes internationales et des exigences des termes de référence de la mission.

De plus, au cours de l'audit des procédures de passation comme lors des vérifications relatives à l'exécution physique, l'expérience pratique de nos experts sera mise à profit pour détecter tous les indices de fraudes et de corruption qui peuvent donner lieu, en fonction de leur gravité, soit à un examen approfondi dans le cadre de la présente mission, soit à une proposition d'ouverture d'enquête au niveau de l'ARMP.

4.7. Synthèse des constats et appréciation des tendances générales

Pour chaque structure auditée, les constats sont systématiquement relevés et classés en fonction de leur fréquence d'occurrence. Sur cette base, nous allons proposer des mesures appropriées et dont la faisabilité est établie, pour l'éradication des dysfonctionnements notés avec une claire définition des modalités de mise en œuvre.

Suite à cette revue, nous allons établir des statistiques sur les marchés en procédant, en particulier, à une analyse comparative de l'utilisation de méthodes non ou peu compétitives (ententes directes, appels d'offres restreints, avenants, DRP...).

Cet exercice sera facilité par le recours à un outil informatique que nous avons conçu pour les besoins de la mission.

En effet, la bonne exécution de la mission requiert la mise en place d'un support informatique qui sera utile tant pour les aspects liés à la passation des marchés que pour la partie technique. En effet, les annexes 2 à 8 de la demande de propositions permettent en l'état une analyse qualitative qui ne serait pertinente que si elle est précédée d'un recueil de données quantitatives. Pour ce faire, les annexes 2 à 8 sont transformées en questionnaires. Les données ainsi recueillies permettent d'établir des statistiques sur les marchés (Cf. points 11-d des TDR) mais de manière générale sur tous les aspects liés à la passation des marchés et à leur exécution.

Les auditeurs disposent d'un « masque de saisie » qui leur permet d'enregistrer toutes les données relatives à la passation et à l'exécution des marchés. ;

Dans un deuxième temps, toutes les données sont centralisées dans un fichier unique sur lequel sont effectués les traitements (compilations statistiques, contrôle, calculs de délais, vérification de la cohérence des données, etc.).

Cet outil informatique présente des avantages significatifs pour la conduite des travaux d'audit des marchés, parmi lesquels on peut noter :

- ❑ la structuration préalable des champs (i.e. les « zones de saisie ») prévus pour la captation des données traitées et leur cohérence permet d'éviter des traitements inutiles et/ou des interprétations différenciées selon la perception de chaque auditeur
- ❑ l'exhaustivité des données à saisir, du fait qu'elles sont pré identifiées, facilite leur collecte puis leur saisie par les auditeurs ;
- ❑ enfin, le logiciel utilisé facilite l'élaboration des constats, à travers la production de tableaux de synthèse qui mettent en évidence les résultats sous forme thématique et transversale ; sous cet angle, il présente les atouts suivants :
 - une aide à la décision/ expression de l'opinion ;
 - une standardisation de la présentation des résultats ;
 - une production automatisée de statistiques.

Cependant, la procédure informatique présente une limite pour les autorités contractantes qui ne passent pas un nombre important de marchés. Elle n'en demeure pas moins incontournable pour des conclusions rigoureuses et pertinentes.

4.8. Revue des marchés litigieux et des marchés par entente directe

Un Spécialiste en passation de marchés en régulation passe en revue les dossiers relatifs aux litiges sur la base des décisions de l'ARMP concernant des marchés passés par les AC du groupe II au cours de la période sous revue.

Après une analyse statistique des décisions (fréquence des AC impliquées, typologie des marchés litigieux, pourcentage des requérants déboutés, etc.), nous procéderons, conformément aux exigences des TDR, à la revue des conditions de traitement des litiges en termes de délais et de respect des procédures mais également à une analyse de la pertinence des décisions.

4.9. Restitution des rapports

A la fin de l'audit, nous tenons une réunion de clôture entre l'équipe d'audit et les responsables de chacune des autorités contractantes. Le but de la réunion est de revoir les constatations de l'audit. Chaque autorité contractante fait l'objet d'un rapport distinct. Nos rapports sont présentés en deux étapes:

- rapport provisoire ;
- rapport final.

V. ANALYSE DU DISPOSITIF INSTITUTIONNEL ET REGLEMENTAIRE

Le système sénégalais des marchés publics est organisé dans un cadre juridique comprenant une partie législative et une partie réglementaire.

5.1. Le cadre institutionnel et réglementaire

Il est régi par un ensemble de textes parmi lesquels on peut noter :

- Directive n°4/2005/CM/ UEMOA du 09 Décembre 2005 portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public dans l'Union économique et monétaire ouest africaine ;

- Directive n°5/2005/CM/UEMOA du 09 Décembre 2005 portant contrôle et régulation des marchés publics et des délégations de service public dans l'Union économique et monétaire ouest africaine ;
- Loi organique n°2007-29 du 10 Décembre 2007 modifiant la loi organique 2001-09 du 15 Octobre 2001 relative aux lois de Finances ;
- Loi n° 2006-16 du 30 juin 2006 modifiant la loi 65-61 du 19 Juillet 1965 portant Code des Obligations de l'Administration ;
- Loi n° 2003-101 du 13 Mars 2003 portant Réglementation générale sur la comptabilité publique ;
- Loi n°90-07 du 26 juin 1990 relative à l'organisation et au contrôle des entreprises du secteur parapublic et au contrôle des personnes morales de droit privé bénéficiant du concours financier de la puissance publique ;
- Loi n°96-06 du 22 mars 1996 portant code des collectivités locales, modifiée ;
- Loi n°99-20 du 04 Mai 2009 portant loi d'orientation sur les Agences d'exécution ;
- Décret n°2007-0434 du 23 Mars 2007 modifiant le décret n°81-844 du 20 Aout 1981 relatif à la comptabilité des matières appartenant à l'Etat, aux Collectivités locales et aux Etablissements publics ;
- Décret n°2005-576 du 22 Juin 2005 portant charte de Transparence et d'Ethique en matière de marchés publics ;
- Décret n°2007-545 du 25 Avril 2007 portant Code des marchés publics, modifié par le décret 2010-1188 du 13 Septembre 2010, lui-même modifié par le décret n°2011-1048 du 27 Juillet 2011 ;
- Décret n°2007-546 du 25 Avril 2007 portant organisation et fonctionnement de l'Autorité de Régulation des marchés Publics (ARMP), modifié par le décret 2010-1396 du 20 Octobre 2010 ;
- Décret n° 2007-547 du 25 Avril 2007 portant création de la Direction Centrale des marchés Publics (DCMP) ;
- Arrêté n°11580/ PM/ du 28 Décembre 2007 pris en application des dispositions de l'article 138 du CMP fixant les seuils de contrôle a priori des dossiers de passation des marchés ;
- Arrêté 11583/MEF/du 28 Décembre 2007 pris en application de l'article 111 du CMP fixant les seuils en dessous desquels il n'est pas requis de garantie de soumission ;

- Arrêté n°11584/MEF/ du 28 Décembre 2007 pris en application de l'article 112 du CMP fixant les seuils à partir desquels il est requis une garantie de bonne exécution ;
- Arrêté n°11585 /MEF/ du 25 Décembre 2007 pris en application de l'article 77-3 du CMP relatif aux commandes pouvant être dispensées de la forme écrite et donner lieu à règlement sur mémoires ou factures ;
- Arrêté n°11586/MEF/ du 27 Décembre 2007 pris en application de l'article 35 du CMP relatif aux cellules de passation des marchés des autorités contractantes ;
- Arrêté n°11587 /MEF du 28 Décembre 2007 pris en application de l'article 45-e du CMP fixant le modèle d'engagement des candidats à respecter les dispositions de la Charte de Transparence et d'Ethique en matière de Marchés publics ;
- Arrêté n° 11588/MEF/ du 27 Décembre 2007 pris en application de l'article 36-1 du CMP et fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des commissions des marchés des autorités contractantes ;
- Circulaire n°0004/PM/CAB/CP du 31 Mars 2009 portant Instruction pour la mise en œuvre de la procédure de Demande de Renseignements et de Prix (DRP) prévue par les dispositions de l'article 78 du CMP ;
- Décision n°0001/CRMP du 06 Mars 2008 fixant les délais impartis à la DCMF pour examiner les dossiers qui lui sont soumis.

5.2. Les organes chargés de la passation des marchés

La passation des marchés publics relève d'un processus d'une certaine complexité et nécessite un suivi particulier. Aussi, le Décret n°2007-545 du 25 Avril 2007 a-t-il prévu au niveau de chaque AC, la mise en place d'une Cellule de Passation des marchés et d'une Commission des marchés, structures encadrées respectivement par les articles 35 et 36 du Code des marchés Publics.

5.2.1. La Cellule de Passation des marchés (CPM)

Au niveau de chaque AC, il est mis en place une Cellule de Passation des marchés chargée de veiller à la qualité des dossiers de passation des marchés ainsi qu'au bon fonctionnement de la Commission des marchés. Les attributions de la CPM sont définies par l'arrêté n°11586/MEF du 28 Décembre 2007. Elles portent en particulier sur :

- l'examen préalable de tout document à soumettre à l'autorité contractante en matière de marchés publics ;
- l'établissement, en début d'année du Plan de Passation des marchés ;
- la tenue du secrétariat de la Commission des marchés s

- l'établissement de rapports trimestriels sur la passation et l'exécution des marchés.

5.2.2. La Commission des marchés

L'Arrêté n°11588/MEF/ du 28 Décembre 2007 détermine la composition des commissions des marchés, et fixe le nombre de leurs membres. La commission des marchés est chargée notamment :

- de recevoir les offres des candidats à l'heure et à la date fixées par le DAO ;
- de les évaluer conformément aux prescriptions des cahiers de charges ;
- de proposer un attributaire provisoire à l'autorité contractante.

Les membres de la CPM et de la CM doivent appartenir au moins à la hiérarchie B.

5.3. Les organes de contrôle et de régulation

Le Décret n°2007-545 /MEF du 25 Avril 2007 portant Code des Marchés Publics distingue les fonctions de contrôle de celles de régulation et les répartit entre deux entités qui constituent les piliers du système.

5.3.1. La Direction centrale des marchés publics (DCMP)

Le contrôle à priori est confié à la DCMP qui émet des avis sur les dossiers types, les attributions selon des seuils fixés et procède à l'immatriculation des marchés dûment approuvés.

La DCMP, structure administrative placée sous l'autorité du Ministre de l'Economie et des Finances, est créée par le Décret n°2007-545 du 25 Avril 2007.

5.3.2. L'Autorité de Régulation des marchés publics (ARMP)

L'ARMP dont l'organisation et le fonctionnement découlent du décret 2007-546 du 25 Avril 2007 comprend trois structures essentielles :

- le Conseil de régulation (CR) chargé de l'orientation ;
- le Comité de règlement des différends (CRD) qui statue sur les litiges non juridictionnels ;
- la Direction générale chargée de la gestion et de l'application de la politique générale de l'ARMP sous le contrôle du Conseil de Régulation.

5.4. Modifications apportées par le Décret n°2011-1048 du 27 Juillet 2011 portant Code des Marchés Publics

Le processus de réforme des textes relatifs à la commande publique répond aux soucis d'équité, de transparence, d'économie et d'efficacité dans la gestion des deniers publics. Ainsi, tous les acteurs de la commande publique sont chacun à son niveau, concernés par les réformes dans le secteur des marchés publics. Il est important de souligner que ces réformes interviennent suite à un diagnostic approfondi des procédures de passation des marchés par le moyen d'une revue analytique du système effectué depuis 2003.

Ces réformes entrées en vigueur en janvier 2008, se sont traduites par la signature du Décret n°2007-545 du 25 avril 2007 portant Code des Marchés Publics abrogeant celui de 2002.

Confronté à la réalité du terrain, ledit décret a subi plusieurs modifications en vue de son adaptation au contexte de sa mise en œuvre. En définitive, du fait des insuffisances révélées dans la pratique, il a été abrogé et remplacé par le Décret n°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics qui reprend pratiquement le 2007-545 du 25 avril 2007 avec certaines modifications qui portent principalement sur :

- Le champ d'application ;
- Les dérogations ;
- Les exclusions ;
- Les opérations préalables ;
- Les modes de passation et/ou les contrôles ;
- Les procédures avec consultation restreinte ;
- Les DRP ;
- La procédure d'entente directe ;
- La Possibilité d'une contractualisation pluriannuelle qui est désormais élargie à tous les marchés d'entretien.

Les modifications ont en outre porté sur le processus d'immatriculation des marchés clairement dévolu à la DCMP, ainsi que sur l'interdiction de cumul des fonctions d'autorité signataire et de celles d'autorité approbatrice.

Le CMP a enfin défini de manière exhaustive les conditions de participation aux appels d'offres des entreprises publiques et posé pour les soumissionnaires l'obligation de s'acquitter de la redevance de régulation des marchés publics.

VI. AUDIT DE LA PASSATION ET DE L'EXECUTION DES MARCHES

6.1. Audit de la passation des marchés

Les points suivants résument les principales anomalies observées durant la revue :

➤ **Sur les appels d'offres :**

AO N°03/2011	
Description	Marchés
Date de souscription	26/09/2011
Date de notification	03/11/2011
Date approbation marché	07/10/2011
Délai d'exécution	06 mois
Date de réception	Non précisé
Attributaire marché	SICOTAME
Référence marché	F1120/2011
Montant marché	169 059 956 F CFA HT/HD
Montant estimé du marché	157 000 000 F CFA TTC
Mode de passation	Appel d'Offres
<p>Il s'agit d'un contrat relatif à la pose de compteurs de rendements aux frontières des délégations : phase 2. Liste des candidats ayant soumissionné et montants des offres :</p> <ul style="list-style-type: none"> • COSELEC SA : 403 610 505 HT/HD • SICOTAME : 169 059 956 HT/HD • ETM : 123 693 076 HT/HD 	
Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> - Le marché estimé à 157 000 000 F CFA TTC a été attribué à SICOTAM pour un montant de 169 059 956 F CFA HTT ; - Une durée de 35 jours a été observée entre l'ouverture de plis et l'approbation du rapport d'évaluation des offres ; - Les candidats non retenus ne sont pas informés du rejet de leurs offres en violation des dispositions du CMP ; - Les documents relatifs à l'exécution n'ont pas été mis à notre disposition.
Réponse Senelec	<p><i>Pour l'ensemble des marchés passés, Senelec informe systématiquement tous les candidats non retenus et leur retourne leur garantie de soumission, conformément aux dispositions du CMP (voir exemples en annexe).</i></p> <p><i>nous avons mis en place pour l'année 2013 une procédure permettant la transmission de l'ensemble des documents relatifs à l'exécution des marchés à la Cellule et un archivage classique exhaustif pour l'ensemble des marchés. Par ailleurs nous avons débuté une gestion électronique des documents de marchés.</i></p>

Appréciation de l'auditeur	observations maintenues. Nous invitons la SENELEC à se conformer aux dispositions de l'article 83.3 qui stipule : « ... Dès qu'elle a approuvé la proposition d'attribution, l'autorité contractante avise immédiatement les autres candidats du rejet de leurs offres, leur restitue les garanties de soumission <u>et</u> publie un avis d'attribution provisoire. »
-----------------------------------	--

AO N°04/2011	
Description	Marchés
Date de souscription	30/09/2011
Date de notification	
Date approbation marché	10/10/2011
Délai d'exécution	08 semaines
Date de réception	
Attributaire marché	SICOTAME
Référence marché	F1095/11
Montant marché	44 327 350 FCFA HT/HD
Mode de passation	Appel d'Offres International
Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> - L'article 15.1 du CCAG prévoit un acompte à la commande de 25% en violation des dispositions de l'article 96 du code des marchés ; - Le marché signé HT/HD ne précise pas les textes législatifs ou réglementaires et les conventions prévoyant ces exonérations en violation de l'article 15.2 ; - Les documents relatifs à l'exécution n'ont pas été mis à notre disposition.
Réponse Senelec	<ul style="list-style-type: none"> - nous avons mis en place pour l'année 2013 une procédure permettant la transmission de l'ensemble des documents relatifs à l'exécution des marchés à la Cellule et un archivage classique exhaustif pour l'ensemble des marchés. Par ailleurs nous avons débuté une gestion électronique des documents de marchés.
Appréciation de l'auditeur	Observations maintenues.

AO N°10/2011	
Description	Marchés
Date de souscription	24/02/2012
Date de notification	
Date approbation marché	06/03/2012
Délai d'exécution	12 semaines
Date de réception	
Attributaire marché	S G L
Référence marché	F0404/12
Montant marché	248 745 600 HT/HD
Mode de passation	Appel d'Offres National
Il s'agit d'un contrat relatif à la fourniture d'équipements des postes immeubles et lotissements.	
Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> • L'attributaire du marché n'a pas rempli les critères de qualification sur : les états financiers certifiés de 2008, 2009 et 2010 ; l'existence de capacités financières ; les références de travaux similaires par l'attributaire du marché n'ont pas été fournies dans les documents mis à notre disposition ; • Attribution provisoire 20 jours après ouverture des plis en violation de l'article 70 ; • Le contrat est signé mais le CCAG et le CCAP ne sont pas paraphés ; • Les candidats non retenus ne sont pas informés du rejet de leurs offres en violation des dispositions du CMP ; • Les documents relatifs à l'exécution n'ont pas été mis à notre disposition.
Réponse Senelec	<p><i>Pour l'ensemble des marchés passés, Senelec informe systématiquement tous les candidats non retenus et leur retourne leur garantie de soumission, conformément aux dispositions du CMP (voir exemples en annexe).</i></p> <p><i>nous avons mis en place pour l'année 2013 une procédure permettant la transmission de l'ensemble des documents relatifs à l'exécution des marchés à la Cellule et un archivage classique exhaustif pour l'ensemble des marchés. Par ailleurs nous avons débuté une gestion électronique des documents de marchés.</i></p>
Appréciation de l'auditeur	<i>Observations maintenues.</i>

AO N°16/2011	
Description	Marchés
Date de souscription	18/11/2011
Date de notification	
Date approbation marché	25/11/2011
Délai d'exécution	3 mois
Date de réception	
Attributaire marché	SENECARTOURS
Référence marché	S0310/12
Montant marché	120 000 000 FCFA
Mode de passation	Appel d'Offres Ouvert
<p>Il s'agit d'un contrat relatif à la location de véhicules. Liste des candidats ayant soumissionné et montant des offres :</p> <ul style="list-style-type: none"> • SENEARTOURS : 120 000 000 FCFA • AUTOLAND : 59 325 HTVA/VEHICULE/JOUR 	
Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> • Le rapport d'évaluation n'est pas daté ; • Le PV d'ouverture des plis ne précise pas l'heure d'ouverture ; • L'analyse du PV d'évaluation révèle que l'attributaire Sénecartours n'a pas fourni les états financiers certifiés et l'attestation de la Caisse de Sécurité sociale. Cependant, la Commission des marchés n'a pas jugé nécessaire d'envoyer un courrier pour demander les compléments d'information. Elle a jugé l'offre conforme et a attribué le marché ; • Les documents relatifs à l'exécution financière n'ont pas été mis à notre disposition.
Réponse Senelec	<i>nous avons mis en place pour l'année 2013 une procédure permettant la transmission de l'ensemble des documents relatifs à l'exécution des marchés à la Cellule et un archivage classique exhaustif pour l'ensemble des marchés. Par ailleurs nous avons débuté une gestion électronique des documents de marchés.</i>
Appréciation de l'auditeur	<i>Observations maintenues.</i>

AO N°17/2011	
Description	Marchés
Date de souscription	16/05/2012
Date de notification	28/06/2012
Date approbation marché	05/06/2012
Délai d'exécution	04 mois
Date de réception	
Attributaire marché	AFCO/GREENPOWER
Référence marché	F0740/12
Montant marché	785 322 260 FCFA TTC
Mode de passation	Appel d'Offres Ouvert (urgence)
<p>Il s'agit d'un contrat relatif à la fourniture, à l'installation et à la mise en service de 05 groupes électrogènes à la centrale de Boutoute dans la région de Ziguinchor. Liste des candidats présélectionnés et montant des offres :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Pramac : 1 473 779 317 FCFA TTC • Somaphy West Africa : 967 738 836 FCFA TTC • CMA : 854 100 000 HTVA • BIA : 1 082 181 605 FCFA TTC • CGE : 1 032 561 979 FCFA TTC • AFCO : 637 730 771 FCFA TTC • Matforce : 807 632 886 HTVA • PDI : 1 272 980 673 FCFA TTC 	
Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> • Le PV d'ouverture des plis ne précise pas l'heure d'ouverture ; • L'attribution provisoire du marché est intervenue le 28 septembre 2011 soit 21 jours après la séance d'ouverture des plis du 07 septembre 2011, en violation des dispositions de l'article 70 du décret n°2011/1048 du 27 juillet 2011 ; • Le devis annexé au contrat (liste lot des pièces de rechange de sécurité et liste lot des pièces de rechange visite 6000H) n'est pas conforme à l'offre de Afco et n'est pas signé et cacheté par le titulaire du marché ; • Les candidats non retenus ne sont pas informés du rejet de leurs offres en violation des dispositions du CMP. • Les documents relatifs à l'exécution n'ont pas été mis à notre disposition.
Réponse Senelec	<i>Pour l'ensemble des marchés passés, Senelec informe systématiquement tous les candidats non retenus et leur retourne</i>

	<p>leur garantie de soumission, conformément aux dispositions du CMP (voir exemples en annexe).</p> <p>nous avons mis en place pour l'année 2013 une procédure permettant la transmission de l'ensemble des documents relatifs à l'exécution des marchés à la Cellule et un archivage classique exhaustif pour l'ensemble des marchés. Par ailleurs nous avons débuté une gestion électronique des documents de marchés.</p>
Appréciation de l'auditeur	<p>observations maintenues. Nous invitons la SENELEC à se conformer aux dispositions de l'article 83.3 qui stipule : « ... Dès qu'elle a approuvé la proposition d'attribution, l'autorité contractante avise immédiatement les autres candidats du rejet de leurs offres, leur restitue les garanties de soumission <u>et</u> publie un avis d'attribution provisoire. »</p>

-

AO N°22/2011	
Description	Marchés
Date de souscription	16/04/2012
Date de notification	03/05/2012
Date approbation marché	19/04/2012
Délai d'exécution	11 mois
Date de réception	
Attributaire marché	LEROUX ET LOTZ TECHNOLOGIES
Référence marché	F0523/12
Montant marché	4 251 291 968 HT/HD
Montant estimé du marché	2 099 062 400 HT/HD
Mode de passation	Appel d'Offres International
<p>Il s'agit d'un contrat relatif à la fourniture et à l'installation d'équipements pour la réhabilitation des chaudières 301 et 303. Liste des soumissionnaires et montant des offres :</p> <ul style="list-style-type: none"> • LEROUX ET LOTZ TECHNOLOGIES : 4 251 291 968 FCFA HT/HD • CNIM BABCOCK SERVICES : 7 578 717 488 FCFA HT/HD <p>Montant estimé : 2 099 062 400 FCFA HT/HD Montant marché : 4 251 291 968 FCFA HT/HD</p>	
Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> - La copie de l'avis d'appel d'offres international n'a pas été produite par la SENELEC ; - L'offre de CNIM BABCOCK Services n'a pas été archivée ; - Le montant du marché est supérieur au montant estimé et l'attestation d'existence de crédit n'a pas été produite ;

	<ul style="list-style-type: none"> - L'avis d'attribution définitive n'a pas été publié, en violation des dispositions de l'article 85 du Décret n°1048-2011 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics ; - Les documents relatifs à l'exécution financière n'ont pas été mis à notre disposition - Les PV de réception ou attestation de service fait n'ont pas été fournis
Observations de Senelec	<p><i>l'estimation est toujours basée sur des prix de référence connus par Senelec. A partir du moment où un appel d'offre a été fait, nous ne voyons pas l'objet de cette observation. Quant à l'attestation d'existence de crédits, elle existe pour tous les marchés passés par Senelec et est une condition pour avis de non objection de la DCMP avant même leur souscription. Nous les tenons à votre disposition.</i></p> <p><i>ces avis ont été publiés. Toutefois à cause du déménagement des locaux de la cellule les éléments de preuve ne sont pas encore retrouvés pour ces deux marchés. Nous vous les ferons parvenir en fin de classement. Par ailleurs la non publication de ces avis n'a pas d'incidence sur la régularité de la procédure.</i></p>
Appréciation de l'auditeur	observations maintenues.

-

AO N°33/2011	
Description	Marchés
Date de souscription	16/05/2012
Date de notification	29/06/2012
Date approbation marché	05/06/2012
Délai d'exécution	4,5 mois
Date de réception	
Attributaire marché	Lots 1, 2 et 3 : PDI Sa
Référence marché	F0756/12
Montant marché	821 572 386 FCFA TTC
Mode de passation	Appel d'Offres Ouvert
<p>Il s'agit d'un contrat relatif à la fourniture et à l'installation sur les sites de Kédougou, Boutoute et Kolda de réservoirs de stockage de combustibles. Liste des candidats ayant soumissionné et montants des offres :</p> <ul style="list-style-type: none"> • P D I : Lot 1 : 227 577 940 FCFA TTC Lot 2 : 325 805 586 FCFA TTC Lot 3 : 268 188 860 FCFA TTC 	
Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> - Décalage de 21 jours entre la date limite de dépôt des offres et la date d'ouverture des plis - L'ingénieur des travaux a 6 ans d'expérience au lieu des

	10 requis ; - L'avis d'attribution définitive n'a pas été publié, en violation des dispositions de l'article 85 du décret n°1048-2011 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics ; - Les documents relatifs à l'exécution n'ont pas été mis à notre disposition.
Réponse Senelec	<i>Sur ce marché un avis de report de 21 jour en date du 29.02.2011 a été publié (voir avis de report joint)</i>
Appreciation de l'auditeur	observations maintenues. La SENELEC n'a pas produit une copie de la publication de l'avis de report mais plutôt une copie d'un avis de report signé par le Directeur général.

➤ **Sur les prestations intellectuelles :**

AO N°09/2011	
Description	Marchés
Date de souscription	31/08/2012
Date de notification	24/10/2012
Date approbation marché	03/09/2012
Délai d'exécution	73 Jours
Date de réception	Non Précisé
Attributaire marché	AXXEND SA
Référence marché	C 1333/12
Montant marché	44 282 851 FCFA TTC
Mode de passation	Marché de Prestation Intellectuelle
Il s'agit d'un contrat relatif à la gestion électronique de documents phase 1. Liste des candidats ayant soumissionné et montants des offres : <ul style="list-style-type: none"> • AXXEND Corporation : 44 282 851 FCFA TTC 	
Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> • L'ouverture des manifestations d'intérêt a eu lieu le 08 juin 2011 et le rapport d'évaluation des manifestations d'intérêt est daté du 26/07/2011 • Sur les 10 candidatures reçues, 03 ont été retenus dans la liste restreinte • Les dossiers de manifestation d'intérêt ne sont pas archivés • Les candidats non retenus ne sont pas informés du rejet de leurs offres en violation des dispositions du

	<p>CMP.</p> <ul style="list-style-type: none"> Les documents relatifs à l'exécution n'ont pas été mis à notre disposition
Réponse de Senelec	<p><i>Pour l'ensemble des marchés passés, Senelec informe systématiquement tous les candidats non retenus et leur retourne leur garantie de soumission, conformément aux dispositions du CMP (voir exemples en annexe).</i></p> <p><i>nous avons mis en place pour l'année 2013 une procédure permettant la transmission de l'ensemble des documents relatifs à l'exécution des marchés à la Cellule et un archivage classique exhaustif pour l'ensemble des marchés. Par ailleurs nous avons débuté une gestion électronique des documents de marchés.</i></p>
Appréciation de l'auditeur	Observations maintenues.

-

AO N°11/2011	
Description	Marchés
Date de souscription	EES Sarl : 30/07/2012 HPR ANKH Consultants : 30/07/12 Quartz Afrique : 30/07/2012
Date de notification	EES Sarl : 14/09/2012 HPR ANKH Consultants : 13/09/12 Quartz Afrique : 14/09/2012
Date approbation marché	EES Sarl : 02/08/2012 HPR ANKH Consultants : 02/08/12 Quartz Afrique : 02/08/2012
Délai d'exécution	60 jours
Date de réception	NON PRECISE
Attributaire marché	EES Sarl : Lot 1 HPR ANKH CONSULTANTS : Lot 2 Quartz Afrique : Lot 3
Référence marché	EES Sarl : C1078/12 HPR ANKH Consultants : C1077/12 Quartz Afrique : C1076/12
Montant marché	EES Sarl : 53 104 130 FCFA TTC HPR ANKH CONSULTANTS : 56 050 000

	FCFA TTC Quartz Afrique : 50 150 000 FCFA
Mode de passation	Manifestation d'intérêt
<p>Il s'agit d'un contrat de marché relatif à divers audits environnementaux et sociaux. Liste des candidats ayant soumissionné et montants des offres :</p> <ul style="list-style-type: none"> • HPR ANKH Consultants : lot 1 : 59 000 000 FCFA TTC lot 2 : 56 050 000 FCFA TTC lot 3 : 53 100 000 FCFA TTC • E E S : lot 1 : 53 104 130 FCFA TTC lot 2 : 60 813 070 FCFA TTC lot 3 : 61 403 070 FCFA TTC • Quartz Afrique : lot 1 : 61 360 000 FCFA TTC lot 2 : 60 180 000 FCFA TTC lot 3 : 50 150 000 FCFA TTC 	
Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> • Le marché est attribué pour un montant de 159 304 130 FCFA TTC alors qu'il était estimé à 95 000 000 FCFA TTC • L'attestation d'existence de crédits n'a pas été mise à notre disposition • L'ouverture des plis prévue le 08 juin 2011 a été reporté sine die (avis de report soleil du mardi 07 juin 2011) et tous les candidats n'ont pas été informés de la nouvelle date retenue ; • Les documents relatifs à l'exécution n'ont pas été mis à notre disposition.
Réponse	<p><i>l'estimation est toujours basée sur des prix de référence connus par Senelec. A partir du moment où un appel d'offre a été fait, nous ne voyons pas l'objet de cette observation. Quant à l'attestation d'existence de crédits, elle existe pour tous les marchés passés par Senelec et est une condition pour avis de non objection de la DCMP avant même leur souscription. Nous les tenons à votre disposition.</i></p> <p><i>Pour l'ensemble des marchés passés, Senelec informe systématiquement tous les candidats non retenus et leur retourne leur garantie de soumission, conformément aux dispositions du CMP (voir exemples en annexe).</i></p> <p><i>nous avons mis en place pour l'année 2013 une procédure permettant la transmission de l'ensemble des documents relatifs à l'exécution des marchés à la Cellule et un archivage classique exhaustif pour l'ensemble des marchés. Par ailleurs nous avons débuté une gestion électronique des documents de marchés.</i></p>
Appréciation de l'auditeur	Observations maintenues.

➤ **Sur les Ententes Directes**

Marché par Entente Directe N° F0803/11	
Description	Vente de produits finis (diesel, gasoil, fuel)
Financement	Fonds Spécial de Soutien au Secteur de l'Energie (FSE)
Date d'autorisation	4 août 2011
Attributaire	SAR
Date du contrat	8 août 2011
Date d'ordre de service de démarrage	
Montant du marché	50 000 000 000 F CFA TTC
Date de réception	
<p>Demande initiale : 16 mai 2011 pour un montant de 183 000 000 000 FCFA. Approbation 04 août 2011 pour un montant de 50 000 000 FCFA. Durée échange courriers : près de 3 mois Référence justification entente directe : article 76.1.a (droit d'exclusivité) Le décret justifiant le droit d'exclusivité de la SAR n'a été signé que le 22 juin 2011, suite à la demande de la DCMP en date du 17 mai 2011 des documents justifiant cette exclusivité.</p> <p>Les pièces justificatives attestant de la transmission des informations financières et comptables à des fins de contrôle des prix ne sont pas fournies, en violation de l'article 76 du Décret n°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics.</p>	
<u>Réponse de Senelec</u> : Ce contrôle ne relève pas de notre responsabilité.	
<u>Appréciation de l'auditeur</u> : observations maintenues.	

Marché par Entente Directe N° F1102/11	
Description	Vente de produits finis (diesel, gasoil, fuel)
Financement	Fonds Spécial de Soutien au Secteur de l'Energie (FSE)
Date d'autorisation	7 octobre 2011
Attributaire	SAR
Date du contrat	13 octobre 2011
Date d'ordre de service de démarrage	
Montant du marché	65 000 000 000 F CFA TTC
Date de réception	

Avenant	
Date d'autorisation	20 décembre 2011
Date avenant	23 décembre 2011
Montant avenant	6 000 000 000 F CFA TTC
<p>Demande initiale : 30 septembre 2011 pour un montant de 65 000 000 000 FCFA. Approbation 07 octobre 2011 pour un montant de 65 000 000 000 FCFA. Référence justification entente directe : article 76.1.a (droit d'exclusivité).</p> <p>Les pièces justificatives attestant de la transmission des informations financières et comptables à des fins de contrôle des prix ne sont pas fournies, en violation de l'article 76 du décret n°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des marchés publics.</p>	
<p><u>Réponse de Senelec</u> : Ce contrôle ne relève pas de notre responsabilité.</p> <p><u>Appréciation de l'auditeur</u> : observations maintenues.</p>	

Marché par Entente Directe N° S0924/11	
Description	Location d'une centrale temporaire de production de 10 MW à Boutoute
Financement	Fonds Propres
Date d'autorisation	15 juillet 2011
Attributaire	AGGREKO
Date du contrat	23 août 2011
Date d'ordre de service de démarrage	
Montant du marché	775 000 000 F CFA TTC
Date de réception	
<p>Demande initiale : 26 avril 2011 pour un montant de 863 523 000 FCFA. Approbation 15 juillet 2011 pour un montant de 775 000 000 FCFA. Durée échange courriers : près de 3 mois Référence justification entente directe : article 76.2 (urgence impérieuse d'assurer la production d'énergie pour éviter les délestages dans la zone caractérisée par un climat de tension sociale et suite à un appel d'offres infructueux pour l'achat de 5 groupes électrogènes destinés à ladite centrale).</p> <p>Les pièces justificatives attestant de la transmission des informations financières et comptables à des fins de contrôle des prix ne sont pas fournies, en violation de l'article 76 du Décret n°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics.</p>	

Réponse de Senelec : *Ce contrôle ne relève pas de notre responsabilité.*

Appréciation de l'auditeur : observations maintenues.

Marché par Entente Directe N° C1194/11	
Description	Assistance au maître s'ouvrage pour la réhabilitation de groupes de production de SENELEC
Financement	AFD
Date d'autorisation AFD	2 septembre 2011
Date d'autorisation DCMP	22 juillet 2011
Avis sur projet de contrat DCMP	12 octobre 2011
Attributaire	EDF
Date du contrat	21 octobre 2011
Date d'ordre de service de démarrage	
Montant du marché	2 155 124 EUROS
Date de réception	
<p>Demande initiale : 21 juillet 2011 pour un montant de 2 200 000 Euros. Approbation 12 octobre 2011 pour un montant de 2 155 124 Euros. Durée échange courriers : près de 3 mois Référence justification entente directe : convention de financement des engagements du prêteur (11.6.a)</p> <p>Les pièces justificatives attestant de la transmission des informations financières et comptables à des fins de contrôle des prix ne sont pas fournies, en violation de l'article 76 du Décret n°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics.</p>	
<p><u>Réponse de Senelec :</u> <i>Ce contrôle ne relève pas de notre responsabilité.</i></p> <p><u>Appréciation de l'auditeur :</u> observations maintenues.</p>	

Marché par Entente Directe N° T119/11	
Description	Fourniture, installation d'équipements et Réhabilitation de Groupes

	Electrogènes
Financement	AFD
Date d'autorisation AFD	23 septembre 2011
Date d'autorisation DCMP	20 septembre 2011
Date d'autorisation DCMP projet de contrat	21 octobre 2011
Attributaire	WART SILA
Date du contrat	25 octobre 2011
Date d'ordre de service de démarrage	
Montant du marché	7 046 346 506 F CFA TTC
Date de réception	
<p> Demande initiale : 25 mars 2011 pour un montant de 1 409 092 716 FCFA. Approbation DCMP 28 mars 2011. 2^{ème} Demande : 11 mai 2011 pour un montant de 5 444 443 100 FCFA. Approbation DCMP 21 octobre 2011. Durée échange courriers : près de 7 mois Référence justification entente directe : article 76.1.a (droit d'exclusivité). </p> <p> Les pièces justificatives attestant de la transmission des informations financières et comptables à des fins de contrôle des prix ne sont pas fournies, en violation de l'article 76 du Décret n°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics. </p>	
<p><u>Réponse de Senelec</u> : Ce contrôle ne relève pas de notre responsabilité.</p>	
<p><u>Appréciation de l'auditeur</u> : observations maintenues.</p>	

La procédure relative aux marchés de fourniture attribués aux entreprises SIRMEL, ELOF MEGGER, SFE, EQUIP PLUS, LCS, ABB TECHNOLOGIES et IMACAB pour un montant global de 3 739 902 779 F CFA TTC et conclus dans le cadre du programme d'urgence de distribution a été autorisée par Monsieur le Premier Ministre, après l'avis défavorable de la DCMP, en application des dispositions de l'article 76.2 du Code des marchés publics modifié.

Il en est de même pour celle relative aux marchés de travaux attribués aux entreprises ETAB et FASS ELCTRICITE pour 281 570 718 F CFA TTC conclus dans le cadre de l'urgence distribution.

➤ **Sur les Demandes de renseignement et de prix**

DRP n°02/2011 : SELECTION D'UN CONSULTANT POUR L'ACCOMPAGNEMENT POUR LA MISE EN ŒUVRE D'UN PROGRAMME DE MNE DU SITE DE CAP DES BICHES ACCORD BOAD/SENELEC	
Description	Marchés
Date d'invitation	09/03/2011
Date de dépôt des offres	29/03/2011
Date d'ouverture des plis	01/04/2011
Attributaire	Quartz Afrique
Date du Bon de commande	Non précisé
Date du contrat	
Montant du marché	29 889 400 F CFA TTC
Montant estimé du marché	25 000 000 F CFA TTC
Date de réception	Non disponible
<p>parmi les six (6) candidats consultés, un seul a présenté une offre. Il s'agit de : Quartz Afrique.</p> <p>Montant offre : 29 889 400 FCFA TTC</p>	
Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> - Le marché estimé à 25 000 000 F CFA TTC a été attribué à Quartz Afrique unique soumissionnaire pour un montant de 29 889 400 F CFA TTC et l'attestation d'existence de crédit n'a pas été produite ; - L'ouverture des plis ne coïncide pas avec la date limite de dépôt des offres (décalage de 3 jours entre la date limite de dépôt des offres et l'ouverture des plis); - Absence des lettres d'invitation adressées aux candidats ; - Absence de preuves matérielles de la réception des lettres d'invitation par les candidats sollicités ; - Les conditions d'accès à la commande publique telles qu'édictees par les articles 43 et 45 du CMP n'ont pas été respectées, - Il n'y a aucun élément justificatif montrant que les candidats consultés ont les capacités et les qualifications requises pour exécuter le marché, en violation de l'article 78-1 du décret 2011-1048 du 27 Juillet 2011 portant Code des Marchés publics et du point 2 de la circulaire N°0004/PM/CAB /CP du 31 Mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de demande de renseignements et de prix ; - L'ouverture des offres n'a pas été effectuée en deux étapes en violation de l'article 80-5 du décret n°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics ; - L'offre technique de Quartz Afrique ne nous a pas été remise ; - Il a été constaté l'absence de publication des résultats sur

	<p>le site des marchés publics en violation des dispositions de l'article 78.3.b du CMP ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le contrat relatif au marché n'a pas été produit par la SENELEC ; - Absence PV de réception signé par les membres de la Commission de Réception ; • Archivage des documents liés à la procédure non conforme. La CPM n'archive pas les dossiers liés à l'exécution du marché (copies des factures, PV de réception, moyens de paiement etc.). Les documents relatifs aux paiements et à la réception n'ont pas été fournis.
Réponse Senelec	<ul style="list-style-type: none"> - <i>Il ne s'agit pas d'une obligation réglementaire ;</i> - <i>Ces lettres sont bien disponibles (voir annexe)</i> - <i>ces preuves existent, il s'agit des accusés de réception des transmissions par fax (voir en annexe)</i> <p><i>Aucune discrimination ne peut être relevée sur les conditions d'accès à la commande pour les DRP passées par Senelec puisqu'elles ont été effectuées conformément aux dispositions de l'article 78 du CMP :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - <i>l'Autorité Contractante choisit librement les modalités de publicité adaptées au montant et à la nature du marché,</i> - <i>sollicite simultanément, par écrit, des prix auprès d'au moins cinq (5) entreprises en définissant la nature des prestations recherchées et en faisant référence à des normes dans toute la mesure du possible,</i> - <i>doit s'assurer que les candidats ont la capacité d'exécuter le marché, y compris au plan juridique,</i> - <i>attribuer le marché au candidat présentant l'offre conforme évaluée la moins distante et rédige un procès verbale d'attribution et informe les candidats dont les offres n'ont pas été retenues.</i> - <i>les marchés concernés donnent lieu à des contrats écrits de forme libre.</i> <p><i>sur les qualifications requises, il faut rappeler que Senelec ne peut pas contracter avec une structure qui n'a pas d'existence légale. Sur la capacité il est aisé de vérifier que toutes les commandes ont été exécutées conformément aux attentes de Senelec et à son entière satisfaction. Aucun contentieux découlant d'une mauvaise exécution d'une DRP n'a été enregistré. Par conséquent Senelec s'est bien assurée des capacités et qualifications requises.</i></p> <p><i>Ces DRP ont toujours été ouvertes en deux étapes, une analyse diligente a été faite compte tenu de l'urgence de ces dossiers et parfois de leur simplicité ;</i></p> <p><i>Cette exigence est une nouveauté du Décret n°2011-1048 du 27</i></p>

	<p>juillet 2011 portant Code des Marchés Publics. Elle n'existait pas en début 2011</p> <p>Cette exigence est une nouveauté du Décret n°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés publics. Elle n'existait pas en début 2011. Par ailleurs la DCMP, pour permettre aux autorités contractantes de s'organiser, a admis de fait une tolérance jusqu'en 2012.</p> <p>Sur ce point il faut relever que Senelec établit des bons de commande sur lesquels les conditions d'exécution et les termes du paiement sont mentionnés. Etant entendu que ces documents qui regroupent les obligations des parties sont approuvés par chacune d'elles. Ils font donc office de contrat.</p> <p>les procédures de gestion administrative et financière de Senelec prennent en compte cette étape. Aucune facture ne peut être payée par la comptabilité sans un PV de réception dûment signé par l'Unité bénéficiaire de la prestation.</p> <p>nous avons mis en place pour l'année 2013 une procédure permettant la transmission de l'ensemble des documents relatifs à l'exécution des marchés à la Cellule et un archivage classique exhaustif pour l'ensemble des marchés. Par ailleurs nous avons débuté une gestion électronique des documents de marchés.</p>
Appréciations de l'auditeur	<p>observations maintenues :</p> <p>L'ouverture des offres n'a pas été effectuée en deux étapes. En effet, le procès-verbal d'ouverture des plis daté du 1^{er} avril 2011 mentionne le montant de l'offre financière de l'unique soumissionnaire Quartz Afrique ;</p> <p>l'information des candidats dont les offres n'ont pas été retenues était déjà consacrée par la circulaire n°0004 PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure DRP.</p> <p>Les contrats signés ne nous ont pas été présentés.</p>

DRP n° 34/2011 : SELECTION D'UN CONSULTANT POUR : ETUDE D'IMPACT ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL LIGNES 90 KV HANN-CDB1

Description	Marchés
Date d'invitation	
Date de dépôt des offres	25/10/2011
Date d'ouverture des plis	02/11/2011

Attributaire	SYNERGIE
Date du bon de commande	Non Disponible
Date du contrat	
Montant du marché	27 686 340 F CFA TTC
Montant estimé du marché	25 000 000 F CFA TTC
Date de réception	
<p>Deux entreprises ont déposé une offre. Il s'agit de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • E E S : 31 817 520 FCFA TTC • Synergie : 27 686 340 FCFA TTC 	
Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> - Le marché estimé à 25 000 000 F CFA TTC a été attribué à SYNERGIE pour un montant de 27 686 340 F CFA TTC et l'attestation d'existence de crédit n'a pas été produite ; - L'ouverture des plis ne coïncide pas avec la date limite de dépôt des offres, avec un décalage de 7 jours entre la date limite de dépôt des offres et l'ouverture des plis; - Absence des lettres d'invitation adressées aux candidats ; - Absence de preuves matérielles de la réception des lettres d'invitation par les candidats sollicités ; - Les conditions d'accès à la commande publique telles qu'édictées par les articles 43 et 45 du CMP n'ont pas été respectées, - Il n'y a aucun élément justificatif montrant que les candidats consultés ont les capacités et les qualifications requises pour exécuter le marché en violation de l'article 78-1 du décret 2011-1048 du 27 Juillet 2011 portant code des marchés publics et du point 2 de la circulaire N°0004/PM/CAB /CP du 31 Mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de demande de renseignements et de prix ; - L'ouverture des offres n'a pas été effectuée en deux étapes en violation de l'article 80-5 du décret n°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics ; - Il a été constaté l'absence de publication des résultats sur le site des marchés publics en violation des dispositions de l'article 78.3.b du CMP ; - Le contrat relatif au marché n'a pas été produit par la SENELEC ; - Absence PV de réception signé par les membres de la Commission de Réception ; - Archivage des documents liés à la procédure non conforme. La CPM n'archive pas les dossiers liés à l'exécution du marché (copies des factures, PV de réception, moyens de paiement etc.). Les documents relatifs aux paiements et à la réception n'ont pas été fournis.
	<ul style="list-style-type: none"> - <i>Il ne s'agit pas d'une obligation réglementaire ;</i> - <i>Ces lettres sont bien disponibles (voir annexe)</i>

	<ul style="list-style-type: none"> - ces preuves existent, il s'agit des accusés de réception des transmissions par fax (voir en annexe) <p>Aucune discrimination ne peut être relevée sur les conditions d'accès à la commande pour les DRP passées par Senelec puisqu'elles ont été effectuées conformément aux dispositions de l'article 78 du CMP :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'Autorité Contractante choisit librement les modalités de publicité adaptées au montant et à la nature du marché, - sollicite simultanément, par écrit, des prix auprès d'au moins cinq (5) entreprises en définissant la nature des prestations recherchées et en faisant référence à des normes dans toute la mesure du possible, - doit s'assurer que les candidats ont la capacité d'exécuter le marché, y compris au plan juridique, - attribuer le marché au candidat présentant l'offre conforme évaluée la moins distante et rédige un procès verbal d'attribution et informe les candidats dont les offres n'ont pas été retenues. - les marchés concernés donnent lieu à des contrats écrits de forme libre. <p>sur les qualifications requises, il faut rappeler que Senelec ne peut pas contracter avec une structure qui n'a pas d'existence légale. Sur la capacité il est aisé de vérifier que toutes les commandes ont été exécutées conformément aux attentes de Senelec et à son entière satisfaction. Aucun contentieux découlant d'une mauvaise exécution d'une DRP n'a été enregistré. Par conséquent Senelec s'est bien assurée des capacités et qualifications requises.</p> <p>Ces DRP ont toujours été ouvertes en deux étapes, une analyse diligente a été faite compte tenu de l'urgence de ces dossiers et parfois de leur simplicité ;</p> <p>Cette exigence est une nouveauté du Décret n°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics. Elle n'existait pas en début 2011.</p> <p>Cette exigence est une nouveauté du Décret n°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés publics. Elle n'existait pas en début 2011. Par ailleurs la DCMP, pour permettre aux autorités contractantes de s'organiser, a admis de fait une tolérance jusqu'en 2012.</p> <p>les procédures de gestion administrative et financière de Senelec prennent en compte cette étape. Aucune facture ne peut être payée par la comptabilité sans un PV de réception dûment signé par l'Unité bénéficiaire de la prestation.</p> <p>nous avons mis en place pour l'année 2013 une procédure permettant la transmission de l'ensemble des documents relatifs</p>
--	---

	<i>à l'exécution des marchés à la Cellule et un archivage classique exhaustif pour l'ensemble des marchés. Par ailleurs nous avons débuté une gestion électronique des documents de marchés.</i>
Appréciation de l'auditeur	observations maintenues : -

DRP : n°41/2011 : TRAVAUX SUR TUYAUTERIE EAU DE MER DU GROUPE 403 DE LA CENTRALE 4 DU CAP DES BICHES	
Description	Marchés
Date d'invitation	30/10/2011
Date de dépôt des offres	08/11/2011
Date d'ouverture des plis	09/11/2011
Attributaire	PDI
Date du bon de commande	
Date du contrat	Absence contrat
Montant du marché	16 855 742 FCFA TTC
Montant estimé du marché	10 000 000 F CFA TTC
Date de réception	Non précisé
<p>Il s'agit d'un contrat de marché relatif aux travaux de tuyauteries eau de mer groupe 403. parmi les huit (8) candidats consultés, seul PDI a présenté une offre.</p> <p>Montant marché : 16 885 742 FCFA TTC</p> <p>L'offre de PDI est datée du 14 novembre 2011 alors que la date limite de dépôt des offres était fixée au 08 novembre 2011.</p>	
<ul style="list-style-type: none"> - Non conformités constatées 	<ul style="list-style-type: none"> - Une seule offre a été reçue parmi les huit candidats sélectionnés, - Le marché estimé à 10 000 000 F CFA TTC a été attribué à PDI pour un montant de 16 885 742 F CFA TTC et l'attestation d'existence de crédit n'a pas été produite ; - Le PV d'attribution a été approuvé par le président de la CM ; - La lettre d'invitation ne mentionne pas le nom et l'adresse des candidats présélectionnés et elle n'est pas accompagnée d'un formulaire de soumission, et d'un projet de contrat en violation du point 2 de la circulaire 0004/PM/CAB/CP du 31 Mars 2009 portant

	<p>instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'ouverture des plis ne coïncide pas avec la date limite de dépôt des offres, avec un décalage de 17 jours entre la date limite de dépôt des offres et l'ouverture des plis, et les candidats ne sont informés des dates fixées pour la séance d'ouverture des plis; - Les conditions d'accès à la commande publique telles qu'édictées par les articles 43 et 45 du CMP n'ont pas été respectées, seul un tableau comparatif des prix a été préparé pour justifier le choix du prestataire ; - Il a été constaté l'absence de publication des résultats sur le site des marchés publics en violation des dispositions de l'article 78.3.b du CMP ; - Le devis estimatif joint à la lettre d'invitation est fait sur la base des quantités et prix unitaires alors que l'offre de l'attributaire a été établie sur la base d'un prix global forfaitaire en violation des articles 16 et 17 du décret 2011-1048 du 27Juillet 2011portant code des Marchés Publics ; - Le contrat relatif au marché n'a pas été produit par la SENELEC ; - Absence PV de réception signé par les membres de la Commission de Réception ; - Archivage des documents liés à la procédure non conforme. La CPM n'archive pas les dossiers liés à l'exécution du marché (copies des factures, PV de réception, moyens de paiement etc.). Les documents relatifs aux paiements et à la réception n'ont pas été fournis
Réponse de Senelec	Cf. DRP n°22/2011
Appréciation de l'auditeur	Cf. DRP n°22/2011

DRP : n°09/2011	
Description	Marchés
Date d'invitation	26/03/2011
Date de dépôt des offres	28/04/2011
Attributaire	E. I.
Date du bon de commande	
Date du contrat	
Montant du marché	7 484 150 FCFA TTC
Date de réception	Non précisé

Il s'agit d'un contrat relatif à la confection de 125 coffrets de comptages industriels pour DCC. Parmi les 05 entreprises consultées, 04 ont déposé une offre. Il s'agit de :

- CMA : 19 270 875 FCFA TTC
- ACT : 9 587 500 FCFA TTC
- PDI : 23 895 000 FCFA TTC
- E I : 7 484 150 FCFA TTC

Non conformités

- NON EXECUTE

**DRP n° 06/2011 : TRAVAUX DE REMISE EN ETAT DES CIRCUITS
ENDOMMAGES AU POSTE DE BEL-AIR**
Description
Marchés

Date d'invitation

29/03/2011

Date de dépôt des offres

13/04/2011

Attributaire

FASS ELECTRICITE

Date du bon de commande

Non Disponible

Date du contrat

Montant du marché

37 274 324 FCFA TTC

Date de réception

Il s'agit d'un contrat relatif aux travaux de remise en état des circuits endommagés au poste de bel-air. Parmi les cinq (05) entreprises consultées, trois (03) ont déposé une offre. Il s'agit de :

- Fass Electricité : 37 274 324 FCFA TTC
- Technimex : 54 110 354 FCFA TTC
- S L S : 64 249 013 FCFA TTC

Non conformités

- Absence des lettres d'invitation adressées aux candidats ;
- Les conditions d'accès à la commande publique telles qu'édictées par les articles 43 et 45 du CMP n'ont pas été respectées, seul un tableau comparatif des prix a été préparé pour justifier le choix du prestataire ;
- L'attributaire FASS ELECTRICITE n' pas produit l'attestation de capacité financière ;
- Il n'y a pas de traces matérialisant l'information des candidats dont les offres n'ont pas été retenues en violation de l'article 78-2 du Décret n°2011-1048 du 27Juillet 2011portant Code des Marché Publics ;
- Il a été constaté l'absence de publication des résultats sur le site des marchés publics en violation des dispositions de l'article 78.3.b du CMP ;
- Le contrat relatif au marché n'a pas été produit par la

	SENELEC ; - Absence PV de réception signé par les membres de la Commission de Réception ; - Archivage des documents liés à la procédure non conforme. La CPM n'archive pas les dossiers liés à l'exécution du marché (copies des factures, PV de réception, moyens de paiement etc.). Les documents relatifs aux paiements et à la réception n'ont pas été fournis.
Réponse de Senelec	- Cf. DRP n°22/2011
Appréciation de l'auditeur	- Cf. DRP n°22/2011

DRP n°35/2011 : SELECTION D'UN CONSULTANT POUR AUDIT SECURITE ENVIRONNEMENT DISTRIBUTION	
Description	Marchés
Date d'invitation	Non fournie
Date de dépôt des offres	14/11/2011
Attributaire	APAVE
Date du bon de commande	Non Disponible
Date du contrat	Non fourni
Montant du marché	28 992 600 F CFA TTC
Montant estimé du marché	25 000 000 F CFA TTC
Date de réception	
Sur les huit (8) candidats sollicités seuls deux ont déposé une offre. Il s'agit de : APAVE: 28 992 600 FCFA TTC Quartz Afrique : 38 940 000 FCFA TTC	
Non conformités	- Le marché estimé à 25 000 000 F CFA TTC a été attribué à APAVE pour un montant de 28 992 600 F CFA TTC et l'attestation d'existence de crédit n'a pas été produite ; - L'ouverture des plis prévue le 16 novembre ne coïncide pas avec la date de dépôt des offres fixée au 14 novembre 2011 ; - Absence des lettres d'invitation adressées aux candidats ;

	<ul style="list-style-type: none"> - Absence de preuves matérielles de la réception des lettres d'invitation par les candidats sollicités ; - Les conditions d'accès à la commande publique telles qu'édictées par les articles 43 et 45 du CMP n'ont pas été respectées, - L'ouverture des offres n'a pas été effectuée en deux étapes en violation de l'article 80-5 du Décret n°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics ; - L'offre de APAVE a été jugée conforme par la commission des marchés alors qu'elle proposait un délai de trois (3) mois pour exécuter les prestations là où le délai de deux (2) mois était requis ; - Il n'y a pas de traces matérialisant l'information des candidats dont les offres n'ont pas été retenues en violation de l'article 78-2 du Décret n°2011-1048 du 27 Juillet 2011 portant Code des Marchés Publics ; - Il a été constaté l'absence de publication des résultats sur le site des marchés publics en violation des dispositions de l'article 78.3.b du CMP ; - Le contrat relatif au marché n'a pas été produit par la SENELEC ; - Absence PV de réception signé par les membres de la Commission de Réception ; - Archivage des documents liés à la procédure non conforme. La CPM n'archive pas les dossiers liés à l'exécution du marché (copies des factures, PV de réception, moyens de paiement etc.). Les documents relatifs aux paiements et à la réception n'ont pas été fournis.
<u>Réponse de Senelec</u>	<i>Ces DRP ont toujours été ouvertes en deux étapes, une analyse diligente a été faite compte tenu de l'urgence de ces dossiers et parfois de leur simplicité ;</i>
Appréciation de l'auditeur	<p>Observations maintenues :</p> <p>Nous confirmons que les ouvertures ne sont pas faites en deux étapes conformément aux dispositions du CMP en atteste le procès-verbal d'ouverture des plis de la DRP n°3/11 qui présente les offres financières des candidats Quartz Afrique et Apave alors que l'offre technique de du premier n'a pas atteint la note technique minimale requise à l'issue de l'évaluation effectuée par la sous -commission technique ;</p>

DRP n°15/2011 : FOURNITURE DE MATERIELS ELECTRIQUES POUR SGDS	
Description	Marchés
Date d'invitation	24/06/2011
Date de dépôt des offres	05/07/2011
Date d'ouverture des plis	13/07/2011
Attributaire	Lot 1 : S3A Lots 2 et 3 : Etbs Zahra Lots 4 et 7 : A. A. B. Soleil Lots 5 et 6 : Sopey Rssoulillahi
Date du bon de commande	Non Disponible
Date du contrat	Non fourni
Montant du marché	Article1 : 5 900 000 FCFA TTC Articles 2 et 3 : 8 201 000 FCFATTC Articles 4 et 7 : 6 702 400 FCFATTC articles 5 et 6 : 7 109 500 FCFATTC
Date de réception	
<p>Huit (8) candidats ont été sollicités et quatre ont déposé une offre. Il s'agit de :</p> <p>S3A : 32 178 600 F CFA TTC</p> <p>ZAHRA : 33 158 000 F CFA TTC</p> <p>ESR : 29 718 300 F CFA TTC</p> <p>AAB SOLEIL : 29 269 900 F CFA TTC</p>	
Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> - Le marché estimé à 25 000 000 F CFA TTC a été attribué pour un montant de 27 912 900 F CFA TTC et l'attestation d'existence de crédit n'a pas été produite ; - L'ouverture des plis prévue le 13 juillet ne coïncide pas avec la date de dépôt des offres fixée au 5 juillet 2011 ; - Absence des lettres d'invitation adressées aux candidats ; - Absence de preuves matérielles de la réception des lettres d'invitation par les candidats sollicités ; - Les conditions d'accès à la commande publique telles qu'édictées par les articles 43 et 45 du CMP n'ont pas été respectées, seul un tableau comparatif des prix a été préparé pour justifier le choix du prestataire ; - La DRP a été attribuée à plusieurs prestataires en violation du CMP. En effet, l'attribution a été faite sur la base du prix unitaire par article alors que la DRP ne prévoyait pas un allotissement ; - Le marché n'a pas été attribué au candidat ayant soumis l'offre conforme évaluée moins-disant, en violation des

	dispositions de l'article 78 du Décret n°1048-2011 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics ; - Il a été constaté l'absence de publication des résultats sur le site des marchés publics en violation des dispositions de l'article 78.3.b du CMP ; - Le contrat relatif au marché n'a pas été produit par la SENELEC ; - Absence PV de réception signé par les membres de la Commission de Réception ; - Archivage des documents liés à la procédure non conforme. La CPM n'archive pas les dossiers liés à l'exécution du marché (copies des factures, PV de réception, moyens de paiement etc.). Les documents relatifs aux paiements et à la réception n'ont pas été fournis. Le montant du marché est supérieur au montant estimé
Réponse de Senelec	Cf. DRP n°22/2011
Appréciation de l'auditeur	Cf. DRP n°22/2011

DRP n°36/2011 : EXTENSION CABLAGE INFORMATIQUE ET TELEPHONIQUE BOUTOUTE

Description	Marchés
Date d'invitation	17/10/2011
Date de dépôt des offres	25/10/2011
Date d'ouverture des offres	02/11/2011
Attributaire	Espace Technique
Date du bon de commande	NF
Date du contrat	NF
Montant du marché	Lot 1 : 10 423 884 FCFA TTC Lot 2 : 5 680 874 FCFA TTC
Date de réception	NF
Il s'agit d'un contrat de marché relatif à l'extension câbles informatique et téléphoniques Boutoute. Montant estimé : 6 000 000 FCFA TTC Montant marché : 16 104 758 FCFA TTC	

Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> - Le marché estimé à 6 000 000 F CFA TTC a été attribué à ESPACE TECHNIQUE pour un montant de 16 104 758 F CFA TTC et l'attestation d'existence de crédit n'a pas été produite ; - Une seule offre a été reçue. Le dépôt des offres initialement prévu le 25 octobre 2011 a été reporté au 1^{er} novembre 2011 et aucune preuve matérialisant l'information des candidats n'a été produit ; - L'ouverture des plis prévue le 02 novembre ne coïncide pas avec la date de dépôt des offres fixée au 1^{er} novembre 2011 ; - Absence des lettres d'invitation adressées aux candidats ; - Absence de preuves matérielles la réception des lettres d'invitation par les candidats sollicités ; - Les conditions d'accès à la commande publique telles qu'édictees par les articles 43 et 45 du CMP n'ont pas été respectées, seul un tableau comparatif des prix a été préparé pour justifier le choix du prestataire ; - L'offre de l'attributaire n'a pas été produite par la SENELEC ; - La CM a attribué les deux lots à l'unique soumissionnaire en indiquant qu'elle était conforme au délai de sept (07) jours prévu pour l'exécution des prestations. Cependant, les mails échangés entre la DAPA et ESPACE TECHNIQUE (ET), les 12 et 15 novembre 2011, révèlent bien que l'offre de cette dernière n'était pas conforme au délai de sept (7) jours prévu. en effet, la DAPA a envoyé le 12 novembre un mail à ET pour réclamer le planning relatif au marché et le 15 novembre un second mail a été envoyé pour exiger le respect par ET du délai de 7 jours prévu pour chaque lot ; - Il a été constaté l'absence de publication des résultats sur le site des marchés publics en violation des dispositions de l'article 78.3.b du CMP ; - Le contrat relatif au marché n'a pas été produit par la SENELEC ; - Absence PV de réception signé par les membres de la Commission de Réception ;
Réponse de Senelec	Cf. DRP n°22/2011
Appréciation de l'auditeur	Cf. DRP n°22/2011

**DRP n°23/2011 : FOURNITURE DE 10 000 METRES DE TISSU DRILL BLEU
 ROI 100% COTON POUR LA CONFECTION DE TENUES DE TRAVAIL**

Description	Marchés
Date d'invitation	27/07/2011
Date de dépôt des offres	02/08/2011
Date d'ouverture des plis	03/08/2011
Attributaire	Etbs Zahra
Date du bon de commande	Non Disponible
Date du contrat	
Montant du marché	28 910 000 FCFATTC
Date de réception	

Sept (7) candidats ont été sollicités et trois (3) seulement ont déposé une offre. Il s'agit de :

- SENE BUSINESS SERVICES : 25 570 000 FCFA TTC
- ETBS ZAHRA : 28 910 000 FCFA TTC
- CONFECTION ICD : 46 610 000 FCFA TTC

Non conformités

- Le marché estimé à 25 000 000 F CFA TTC a été attribué à ZAHRA pour un montant de 28 910 000 F CFA TTC et l'attestation d'existence de crédit n'a pas été produite ;
- La lettre d'invitation ne mentionne pas le nom et l'adresse des candidats présélectionnés et elle n'est pas accompagnée d'un formulaire de soumission, d'un modèle d'instructions aux soumissionnaires et d'un projet de contrat en violation du point 2 de la circulaire 0004/PM/CAB/CP du 31 Mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP ;
- L'ouverture des plis ne coïncide pas avec la date limite de dépôt des offres, avec un décalage d'un jour entre la date limite de dépôt des offres et l'ouverture des plis ;
- Les conditions d'accès à la commande publique telles qu'édictées par les articles 43 et 45 du CMP n'ont pas été respectées, seul un tableau comparatif des prix a été préparé pour justifier le choix du prestataire ;
- La CM a eu recours au test au feu (non prévu) pour écarter l'offre de SENE BUSINESS SERVICES moins disant ;
- Il n'y a pas de traces matérialisant l'information des candidats dont les offres n'ont pas été retenues en violation de l'article 78-2 du Décret n°2011-1048 du 27Juillet 2011portant Code des Marchés Publics ;
- Il a été constaté l'absence de publication des résultats sur

	<p>le site des marchés publics en violation des dispositions de l'article 78.3.b du CMP ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le contrat relatif au marché n'a pas été produit par la SENELEC ; - Absence PV de réception signé par les membres de la Commission de Réception ; - Archivage des documents liés à la procédure non conforme. La CPM n'archive pas les dossiers liés à l'exécution du marché (copies des factures, PV de réception, moyens de paiement etc.). Les documents relatifs aux paiements et à la réception n'ont pas été fournis
Réponse de Senelec	Cf. DRP n°22/2011
Appréciation de l'auditeur	Observations maintenues.

--

DRP : 45/2011 : ELECTRIFICATION DU STADE MUNICIPAL DE KEBEMER DANS LA REGION DE LOUGA	
Description	Marchés
Date d'invitation	13/12/2011
Date de dépôt des offres	20/12/2011 à 12H
Date d'ouverture des plis	21/12/2011
Attributaire	SICOTAME
Date du bon de commande	NON DISPONIBLE
Date du contrat	22/10/2012
Montant du marché	40 800 000 FCFA TTC
Montant estimé du marché	37 000 000 FCFA TTC
Date de réception	NON DISPONIBLE
<p>Parmi les six (06) entreprises consultées, quatre (4) ont déposé une offre. Il s'agit de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • SICOTAME : 40 800 000 FCFA HT • LSE : 41 089 686 FCFA HT • FASS ELECTRIQUE: 58 475 400 FCFA HT • ETAB : 50 562 100 FCFA HT 	
Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> - Le marché estimé à 37 000 000 F CFA TTC a été attribué à SICOTAME pour un montant de 48 800 000 F CFA TTC et l'attestation d'existence de crédit n'a pas été produite ; - La lettre d'invitation ne mentionne pas le nom et l'adresse des candidats présélectionnés et elle n'est pas accompagnée d'un formulaire de soumission, d'un modèle d'instructions aux soumissionnaires et d'un projet de contrat en violation du point 2 de la circulaire 0004/PM/CAB/CP du 31 Mars

	<p>2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'ouverture des plis ne coïncide pas avec la date limite de dépôt des offres, décalage d'un jour entre la date limite de dépôt des offres et l'ouverture des plis; - Les conditions d'accès à la commande publique telles qu'édictées par les articles 43 et 45 du CMP n'ont pas été respectées, seul un tableau comparatif des prix a été préparé pour justifier le choix du prestataire ; - Il n'y a pas de traces matérialisant l'information des candidats dont les offres n'ont pas été retenues en violation de l'article 78-2 du Décret n°2011-1048 du 27 Juillet 2011 portant Code des Marchés Publics ; - Il a été constaté l'absence de publication des résultats sur le site des marchés publics en violation des dispositions de l'article 78.3.b du CMP ; - Le contrat relatif au marché n'a pas été produit par la SENELEC ; - Absence PV de réception signé par les membres de la Commission de Réception ; - Archivage des documents liés à la procédure non conforme. La CPM n'archive pas les dossiers liés à l'exécution du marché (copies des factures, PV de réception, moyens de paiement etc.). Les documents relatifs aux paiements et à la réception n'ont pas été fournis.
Réponse de Senelec	Cf. DRP n°22/2011
Appréciation de l'auditeur	Observations maintenues.

DRP : 004 / 2011 : FOURNITURE DE SCELLES PLASTIQUES NUMEROTES AVEC FIL PERLE GALVANISE EN 3 COULEURS DIFFERENTES POUR SGDS

Description	Marchés
Date d'invitation	15/03/2011
Date de dépôt des offres	29/03/2011 à 15H
Date d'ouverture des plis	01/04/2011

Attributaire	UNIBANCOP
Date du bon de commande	NON DISPONIBLE
Date du contrat	NON DISPONIBLE
Montant du marché	27 983 700 F TTC
Date de réception	NON DISPONIBLE
<p>Parmi les cinq (05) entreprises consultées, quatre (4) ont déposé une offre. Il s'agit de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • AFRITRADE : 30 992 700 F TTC • SOKHNA KHADIJA GIE : 28 886 400 F TTC • SEDAT INTERNATIONAL : 28 585 500 F TTC • UNIBANCOP : 27 983 700 F TTC 	
Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> - La lettre d'invitation ne mentionne pas le nom et l'adresse des candidats présélectionnés et elle n'est pas accompagnée d'un formulaire de soumission, d'un modèle d'instructions aux soumissionnaires et d'un projet de contrat en violation du point 2 de la circulaire 0004/PM/CAB/CP du 31 Mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP ; - L'ouverture des plis ne coïncide pas avec la date limite de dépôt des offres, décalage de 3 jours entre la date limite de dépôt des offres et l'ouverture des plis; - Les conditions d'accès à la commande publique telles qu'édictées par les articles 43 et 45 du CMP n'ont pas été respectées, seul un tableau comparatif des prix a été préparé pour justifier le choix du prestataire ; - Il n'y a pas de traces matérialisant l'information des candidats dont les offres n'ont pas été retenues en violation de l'article 78-2 du Décret n°2011-1048 du 27 Juillet 2011 portant Code des Marchés Publics ; - Il a été constaté l'absence de publication des résultats sur le site des marchés publics en violation des dispositions de l'article 78.3.b du CMP ; - Le contrat relatif au marché n'a pas été produit par la SENELEC ; - Absence PV de réception signé par les membres de la Commission de Réception ; <p>Archivage des documents liés à la procédure non conforme. La CPM n'archive pas les dossiers liés à l'exécution du marché (copies des factures, PV de réception, moyens de paiement etc.). Les documents relatifs aux paiements et à la réception n'ont pas été fournis.</p>
Réponse de Senelec	Cf. DRP n°22/2011
Appréciation de l'auditeur	Observations maintenues.

DRP : 011/2011/SENELEC : FOURNITURE DE MATERIELS DE TELECOM	
Description	Marchés
Date d'invitation	09/05/2011
Date de dépôt des offres	24/05/2011 à 15H
Date d'ouverture des plis	25/05/2011
Attributaire	HORIZON I ; SATA
Date du bon de commande	NON DISPONIBLE
Date du contrat	NON DISPONIBLE
Montant du marché	23 801 210 F TTC
Date de réception	NON DISPONIBLE
<p>Parmi les six (06) entreprises consultées, deux (2) ont déposé une offre. Il s'agit de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • HORIZON ITEN : 25 590 610 FCFA TTC • SATA : 26 643 915 FCFA TTC 	
Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> - L'ouverture des plis ne coïncide pas avec la date limite de dépôt des offres, décalage d'un jour entre la date limite de dépôt des offres et l'ouverture des plis; - Absence des lettres d'invitation adressées aux candidats ; - Absence de preuves matérielles de la réception des lettres d'invitation par les candidats sollicités ; - L'ouverture des offres n'a pas été effectuée en deux étapes en violation de l'article 80-5 du Décret n°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics ; - Les conditions d'accès à la commande publique telles qu'édictées par les articles 43 et 45 du CMP n'ont pas été respectées, seul un tableau comparatif des prix a été préparé pour justifier le choix du prestataire ; - La DRP a été attribuée à deux prestataires en violation du CMP. En effet, l'attribution a été faite sur la base du prix unitaire par article alors que la DRP ne prévoyait pas un allotissement ; - Le marché n'a pas été attribué à l'offre conforme la moins-disant en violation des dispositions de l'article 78 du Décret n°1048-2011 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics ; - Il a été constaté l'absence de publication des résultats sur le site des marchés publics en violation des dispositions de l'article 78.3.b du CMP ; - Le contrat relatif au marché n'a pas été produit par la SENELEC ; - Absence PV de réception signé par les membres de la

	Commission de Réception ; - Archivage des documents liés à la procédure non conforme. La CPM n'archive pas les dossiers liés à l'exécution du marché (copies des factures, PV de réception, moyens de paiement etc.). Les documents relatifs aux paiements et à la réception n'ont pas été fournis.
Réponse de Senelec	Cf. DRP n°22/2011
Appréciation de l'auditeur	Observations maintenues

DRP : 025/2011/SENELEC : SELECTION D'UN CONSULTANT POUR L'ELABORATION DU CADRE DE GESTION DES IMPACTS ENVIRONNEMENTAUX ET SOCIAUX DES INVESTISSEMENTS PHYSIQUES (CGES)	
Description	Marchés
Date d'invitation	12/09/2011
Date de dépôt des offres	20/09/2011 à 15H
Date d'ouverture des plis	21/09/2011
Attributaire	MBAYE MBENGUE FAYE
Date du bon de commande	NON DISPONIBLE
Date du contrat	NON DISPONIBLE
Montant du marché	29 913 000 FCFA TTC
Montant estimé du marché	24 000 000 FCFA TTC
Date de réception	NON DISPONIBLE
<p>Parmi les six (06) candidats consultés, deux (2) ont déposé une offre. Il s'agit de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • MBAYE MBENGUE FAYE : 29 913 000 F TTC • ALASSANE SENE : 31 034 000 F TTC 	
Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> - Il n'y a aucun élément justificatif montrant que les candidats consultés ont les capacités et les qualifications requises pour exécuter le marché en violation de l'article 78-1 du décret 2011-1048 du 27 Juillet 2011 portant code des marchés publics et du point 2 de la circulaire N°0004/PM/CAB /CP du 31 Mars 2009 portant instruction pour la mise en œuvre de la procédure de demande de renseignements et de prix ; - Le marché estimé à 24 000 000 F CFA TTC a été attribué pour un montant de 29 913 000 F CFA TTC et l'attestation d'existence de crédit n'a pas été produite ; - L'ouverture des plis ne coïncide pas avec la date limite de dépôt des offres, décalage d'un jour entre la date limite de dépôt des offres et l'ouverture des plis; - Absence des lettres d'invitation adressées aux candidats ; - Absence de preuves matérielles de la réception des lettres

	<p>d'invitation par les candidats sollicités ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'ouverture des offres n'a pas été effectuée en deux étapes en violation de l'article 80-5 du décret n°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des marchés publics ; - Les conditions d'accès à la commande publique telles qu'édictées par les articles 43 et 45 du CMP n'ont pas été respectées, - Il n'y a pas de traces matérialisant l'information des candidats dont les offres n'ont pas été retenues en violation de l'article 78-2 du décret 2011-1048 du 27 Juillet 2011 portant Code des Marchés Publics ; - Il a été constaté l'absence de publication des résultats sur le site des marchés publics en violation des dispositions de l'article 78.3.b du CMP ; - Le contrat relatif au marché n'a pas été produit par la SENELEC ; - Absence PV de réception signé par les membres de la Commission de Réception ; - Archivage des documents liés à la procédure non conforme. La CPM n'archive pas les dossiers liés à l'exécution du marché (copies des factures, PV de réception, moyens de paiement etc.). Les documents relatifs aux paiements et à la réception n'ont pas été fournis.
Réponse de Senelec	- Cf. DRP n°22/2011
Appréciation de l'auditeur	- Observations maintenues.

--

DRP : 010/2011/SENELEC : CONSTRUCTION DE L'INFIRMERIE DE HANN	
Description	Marchés
Date d'invitation	11/05/2011
Date de dépôt des offres	31/05/2011 à 10H
Date d'ouverture des plis	08/06/2011
Attributaire	LE BAOL GIE
Date du bon de commande	NON DISPONIBLE
Date du contrat	NON DISPONIBLE
Montant du marché	21 186 274 F CFA TTC
Montant estimé du marché	20 000 000 F CFA TTC
Date de réception	NON DISPONIBLE

Parmi les cinq (05) entreprises consultées, deux (2) ont déposé une offre. Il s'agit de :

- ECOSEL : 23 217 161 FCFA TTC
- LE BAOL GIE : 21 186 274 FCFA TTC

Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> - L'ouverture des plis ne coïncide pas avec la date limite de dépôt des offres, décalage de 8 jours entre la date limite de dépôt des offres et l'ouverture des plis; - Absence des lettres d'invitation adressées aux candidats ; - Absence de preuves matérielles de la réception des lettres d'invitation par les candidats sollicités ; - Les conditions d'accès à la commande publique telles qu'édictées par les articles 43 et 45 du CMP n'ont pas été respectées ; - Il n'y a pas de traces matérialisant l'information du candidat dont l'offre n'a pas été retenue en violation de l'article 78-2 du Décret n°2011-1048 du 27 Juillet 2011 portant Code des Marchés Publics ; - Il a été constaté l'absence de publication des résultats sur le site des marchés publics en violation des dispositions de l'article 78.3.b du CMP ; - Le contrat relatif au marché n'a pas été produit par la SENELEC ; - Absence PV de réception signé par les membres de la Commission de Réception ; - Archivage des documents liés à la procédure non conforme. La CPM n'archive pas les dossiers liés à l'exécution du marché (copies des factures, PV de réception, moyens de paiement etc.). Les documents relatifs aux paiements et à la réception n'ont pas été fournis.
Réponse de Senelec	- Cf. DRP n°22/2011
Appréciation de l'auditeur	- Observations maintenues.

--

DRP : 43/2011/SENELEC : FOURNITURE DE 50 TONNES DE CHIFFONS POUR SGDS	
Description	Marchés
Date d'invitation	15/12/2011
Date de dépôt des offres	20/12/2011
Date d'ouverture des plis	21/12/2011
Attributaires	ENC ; GIE SSFBM
Date du bon de commande	NON DISPONIBLE
Date du contrat	NON DISPONIBLE
Montant du marché	28 050 000 F CFA TTC

Montant estimé du marché	25 000 000 F CFA TTC
Date de réception	NON DISPONIBLE
<p>Parmi les cinq (05) entreprises consultées, trois (3) ont déposé une offre. Il s'agit de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • KHADY NDIAYE : 42 775 000 F TTC • ENC : 29 500 000 F TTC • GIE SSFBM : 28 762 500 F TTC 	
Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> - Le délai accordé pour le dépôt des offres est très court moins d'une semaine ; - L'ouverture des plis ne coïncide pas avec la date limite de dépôt des offres, avec un décalage d'un jour entre la date limite de dépôt des offres et l'ouverture des plis; - Le marché estimé à 25 000 000 F CFA TTC a été attribué au GIE SSFBM pour un montant de 28 050 000 F CFA TTC et l'attestation d'existence de crédit n'a pas été produite e ; - Absence des lettres d'invitation adressées aux candidats ; - Absence de preuves matérielles de la réception des lettres d'invitation par les candidats sollicités ; - Les conditions d'accès à la commande publique telles qu'édictées par les articles 43 et 45 du CMP n'ont pas été respectées, seul un tableau comparatif des prix a été préparé pour justifier le choix du prestataire ; - La DRP a été attribuée à deux prestataires en violation du CMP. En effet, l'attribution a été faite sur la base du prix unitaire par article alors qu'elle ne prévoyait pas un allotissement ; - Le marché n'a pas été attribué à l'offre conforme la moins-disant en violation des dispositions de l'article 78 du Décret n°1048-2011 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics ; - Il a été constaté l'absence de publication des résultats sur le site des marchés publics en violation des dispositions de l'article 78.3.b du CMP ; - Le contrat relatif au marché n'a pas été produit par la SENELEC ; - Absence PV de réception signé par les membres de la Commission de Réception ; - Archivage des documents liés à la procédure non conforme. La CPM n'archive pas les dossiers liés à l'exécution du marché (copies des factures, PV de réception, moyens de paiement etc.). Les documents relatifs aux paiements et à la réception n'ont pas été fournis. Le montant du marché est supérieur au montant estimé
Réponse de Senelec	- Cf. DRP n°22/2011
Appréciation de l'auditeur	- Observations maintenues.

DRP : 033/2011/SENELEC : FOURNITURE DE DEUX POMPES KSB GUINARD ET DE LEURS PIECES DE RECHANGE POUR LES CIRCUITS EAU BT ET EAU HT DE LA C4

Description	Marchés
Date d'invitation	24/10/2011
Date de dépôt des offres	08/11/2011
Date d'ouverture des plis	16/11/2011
Attributaire	SOFICA
Date du bon de commande	NON DISPONIBLE
Date du contrat	NON DISPONIBLE
Montant du marché	35 604 376 F CFA TTC
Montant estimé du marché	25 000 000 F CFA TTC
Date de réception	NON DISPONIBLE

Parmi les onze (11) entreprises consultées, cinq (5) ont déposé une offre. Il s'agit de :

- SOFICA : lot1: 17 445 002 FCFA TTC – lot2 : 18 159 374 F CFA TTC
- TC AFRIC : lot1: 14 994 540 FCFA HT – lot2 : 15757603 F CFA TTC
- SOKHNA KHADIJA : lot1 : 23 660 111 F CFA HT- lot2: 25 760 223 F CFA HT
- PDI : lot1 : 21 409 268 FCFA HT – lot2: 19 229 376 F CFA HT
- SAHEL GAZ : lot1 : 18 846 226 FCFA TTC – lot2: 14 282 524 FCFA TTC

Non conformités

- Le marché estimé à 25 000 000 F CFA TTC a été attribué à SOFICA pour un montant de 35 604 375 F CFA TTC et l'attestation d'existence de crédit n'a pas été produite ;
- Absence des lettres d'invitation adressées aux candidats ;
- Absence de preuves matérielles de la réception des lettres d'invitation par les candidats sollicités ;
- L'ouverture des plis ne coïncide pas avec la date limite de dépôt des offres, décalage de 8 jours entre la date limite de dépôt des offres et l'ouverture des plis;
- Les conditions d'accès à la commande publique telles qu'édictées par les articles 43 et 45 du CMP n'ont pas été respectées, seul un tableau comparatif des prix a été préparé pour justifier le choix du prestataire ;
- Il a été constaté l'absence de publication des résultats sur le site des marchés publics en violation des dispositions de l'article 78.3.b du CMP ;
- Le contrat relatif au marché n'a pas été produit par la SENELEC ;
- Absence PV de réception signé par les membres de la Commission de Réception ;
- Archivage des documents liés à la procédure non conforme. La CPM n'archive pas les dossiers liés à l'exécution du marché (copies des factures, PV de réception, moyens de paiement etc.). Les documents relatifs aux paiements et à la réception n'ont pas été fournis.

Réponse de Senelec	- Cf. DRP n°22/2011
Appréciation de l'auditeur	- Observations maintenues.

--

DRP : 003/2011/SENELEC : SELECTION D'UN CONSULTANT POUR L'ETUDE ET LA REALISATION D'UN DIAGNOSTIC AMIANTE DU SITE DE PRODUCTION DE CAP DES BICHES	
Description	Marchés
Date d'invitation	09/03/2011
Date de dépôt des offres	29/03/2011
Date d'ouverture des plis	01/04/2011
Attributaire	APAVE
Date du bon de commande	NON DISPONIBLE
Date du contrat	NON DISPONIBLE
Montant du marché	28 461 410 F CFA TTC
Montant estimé du marché	25 000 000 F CFA TTC
Date de réception	NON DISPONIBLE
<p>Parmi les neuf (09) entreprises consultées, deux (2) ont déposé une offre. Il s'agit de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • APAVE : 28 461 410 F TTC • QUARTZ AFRIQUE : 54 027 200 F TTC 	
Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> - Le marché estimé à 25 000 000 F CFA TTC a été attribué à APAVE pour un montant de 28 461 410 F CFA TTC et l'attestation d'existence de crédit n'a pas été produite ; - L'ouverture des plis ne coïncide pas avec la date limite de dépôt des offres, décalage de 3 jours entre la date limite de dépôt des offres et l'ouverture des plis; - Absence des lettres d'invitation adressées aux candidats ; - Absence de preuves matérielles de la réception des lettres d'invitation par les candidats sollicités ; - Il n'y a aucun élément justificatif montrant que les candidats consultés ont les capacités et les qualifications requises pour exécuter le marché en violation de l'article 78-1 du décret 2011-1048 du 27 Juillet 2011 portant code des marchés publics et du point 2 de la circulaire N°0004/PM/CAB /CP du 31 Mars 2009 portant instruction pour la mise en œuvre de la procédure de demande de renseignements et de prix ; - Les conditions d'accès à la commande publique telles qu'édictées par les articles 43 et 45 du CMP n'ont pas été respectées, - L'ouverture des offres n'a pas été effectuée en deux étapes en violation de l'article 80-5 du décret n°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics ; - L'offre de APAVE a été jugée conforme par la commission des marchés alors qu'elle proposait un délai de huit (8) semaines pour exécuter les prestations là où le délai de six (6)

	<p>semaines était requis ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - Il n'y a pas de traces matérialisant l'information des candidats dont les offres n'ont pas été retenues en violation de l'article 78-2 du Décret 2011-1048 du 27 Juillet 2011 portant Code des Marchés Publics ; - Il a été constaté l'absence de publication des résultats sur le site des marchés publics en violation des dispositions de l'article 78.3.b du CMP ; - Le contrat relatif au marché n'a pas été produit par la SENELEC ; - Absence PV de réception signé par les membres de la Commission de Réception ; - Archivage des documents liés à la procédure non conforme. La CPM n'archive pas les dossiers liés à l'exécution du marché (copies des factures, PV de réception, moyens de paiement etc.). Les documents relatifs aux paiements et à la réception n'ont pas été fournis.
Réponse de Senelec	- Cf. DRP n°22/2011
Appréciation de l'auditeur	- Observations maintenues.

6.2. Audit relatif à l'exécution financière

Les documents relatifs à l'exécution financière des marchés initiés durant la gestion budgétaire 2011 ne sont pas archivés au niveau de la CPM et les copies numériques fournies par la comptabilité relatives à quelques marchés ne nous ont pas permis d'effectuer les contrôles nécessaires.

6.3. Audit de l'exécution physique des marchés

Afin de vérifier la matérialité des dépenses, nous avons procédé à des inspections physiques sur un échantillon représentant **49%** en montant des marchés sous revue. Nos travaux sur l'exécution physique appellent de notre part les remarques suivantes :

L'absence des procès-verbaux et les copies des rapports pour les marchés de prestations intellectuelles ;

L'absence des procès-verbaux de réception des livraisons signés par les membres de la commission des marchés et des documents de la comptabilité matières pour les marchés de fourniture de combustible.

ECHANTILLON AUDIT PHYSIQUE				
Description	Bénéficiaire	Montant (en F CFA)	Observations	Commentaire AC
Audit sécurité environnement Distribution	APAVE	28 992 600	Le PV de réception et les rapports n'ont pas été mis à notre disposition.	
Etude d'impact environnemental et social de la ligne 90 KV –CDB1	SYNERGIE	27 686 340	Le PV de réception et les rapports n'ont pas été mis à notre disposition	
Dossier technique amiante sélection d'un consultant pour l'étude et la réalisation d'un diagnostic amiante du site de production de cap des biches	APAVE	28 461 410	Le PV de réception et les rapports n'ont pas été mis à notre disposition	
Sélection d'un consultant pour l'élaboration du cadre de gestion des impacts environnementaux et sociaux des investissements physiques	MBAYE MBENGUE FAYE	29 913 000	Le PV de réception et les rapports n'ont pas été mis à notre disposition	
Fourniture de produits finis (gasoil, diesel et fuel) dans le cadre du Plan Takkal	Société Africaine de Raffinage (SAR)	6 000 000 000	Les documents relatifs à la réception et au stockage n'ont pas été produits par la SENELEC	
Fourniture de produits finis (diesel, gasoil, fuel)	Société Africaine de Raffinage (SAR)	65 000 000 000	Les documents relatifs à la réception et au stockage n'ont pas été produits par la SENELEC	
Mobiliers, Machines et Matériels de bureau	CFE Ingénierie MASTER OFFICE	7 522 500 9 600 008	Les Procès-verbaux de réception et le mobilier ne nous ont pas été présentés	
Fourniture de Matériels de restaurant	2nd ETS	22 089 600	Les Procès-verbaux de réception sont absents du dossier et le matériel ne nous a pas été présenté.	
TOTAL		71 154 265 458		
TOTAL DEPENSE ECHANTILLON		145 401 138 444		
TAUX DE COUVERTURE		49%		

VII. RECOMMANDATIONS

7.1. Recommandations sur le dispositif des marchés

- **Recommandation relative l'AGPM**

La SENELEC devrait à l'avenir publier un Avis général de Passation des Marchés exhaustif qui décrit de façon précise les marchés à passer conformément aux dispositions de l'article 6 du Décret n°2011-1048 du 27 juillet portant Code des Marchés publics.

- **Recommandations relatives au classement et à l'archivage**

- ✓ Améliorer le système d'archivage en intégrant les documents de préparation, de passation et d'exécution des marchés
- ✓ Prendre connaissance du manuel d'archivage adopté par l'ARMP et en faire une application rigoureuse.

7.2.Recommandations relatives aux marchés

7.2.1. Recommandations relatives aux marchés

Les recommandations sur l'audit des marchés se présentent comme suit :

➤ **Sur les Appels d'offres (A.O.)**

Nous recommandons, pour les appels d'offres de :

- Veiller à inscrire tous les projets de marchés dans l'AGPM conformément à l'article 6 du Décret n°2011-1048 du 27 juillet 2011 ;
- Veiller au respect des principes d'équité, de transparence et d'économie préconisés par le Code des Obligations de l'Administration (COA) en son article 24 et le Décret n°2011-1048 du 27 juillet 2011, dans la conduite des marchés publics ;
- Veiller au respect des délais impartis pour l'évaluation des offres par la Commission des marchés conformément aux dispositions de l'article 70 du Décret n°2011-1048 du 27 juillet 2011 ;
- Procéder à la publication des avis d'attribution définitive conformément à l'article 85 du Décret n°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics ;

- Veiller à la production par le titulaire du marché d'une garantie de bonne exécution conformément à l'article 114 du Décret portant Code des Marchés Publics ;
- Veiller à l'archivage complet des dossiers liés à la passation et à l'exécution des marchés conformément au manuel d'archivage de l'ARMP.

➤ **Pour les Demandes de Renseignements et de Prix (D.R.P.)**

Nous recommandons l'application rigoureuse des dispositions du décret n° 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics et de la circulaire n° 0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instruction pour la mise en œuvre de la procédure de demande de renseignements et de prix, notamment sur les points ci-dessous indiqués :

- Les prescriptions techniques ;
- Les critères de qualification ;
- Le formulaire de soumission et le modèle d'instruction aux soumissionnaires,
- Les lettres matérialisant l'information des candidats dont les offres n'ont pas été retenues ;
- La publication de l'attribution du marché sur le site des marchés publics ;
- Le respect des dates indiquées pour le dépôt des offres et l'ouverture des plis ;
- L'insertion dans les contrats d'une clause relative aux pénalités de retard conformément à l'article 133 du CMP ;
- L'archivage complet au niveau de la Cellule de Passation des marchés, des dossiers liés à la procédure et à l'exécution des marchés conformément au manuel d'archivage de l'ARMP.

Par ailleurs, la SENELEC devrait veiller à faire coïncider l'ouverture des plis avec la date limite de dépôt des offres et dans le cadre des prestations intellectuelles passées par la procédure de DRP, respecter l'ouverture des offres en deux étapes conformément aux dispositions de l'article 80-5 du Décret n°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics.

7.2.2. Recommandations relatives au classement et à l'archivage

La SENELEC devrait améliorer son système de classement des documents relatifs aux marchés, conformément aux instructions du Manuel de classement édité par l'ARMP.

VIII. ANNEXES

Annexe 1 :
REPARTITION ECHANTILLON

COMPOSITION DE L'ECHANTILLON

Seuls 23 marchés passés par appel d'offres sur les 36 reçus sont conformes par rapport à l'échantillonnage. La liste des marchés reçue de SENELEC comprend 23 AO, 36 Demandes de Renseignements et de Prix et 8 Ententes Directes. La répartition des marchés selon les seuils de contrôle de la DCMP, les seuils de passation et les seuils de DRP a donné :

- 10 marchés atteignant les seuils de contrôle de la DCMP ;
- 12 marchés atteignant les seuils de passation ;

L'échantillonnage aléatoire de ces marchés a donné :

- 4 marchés suivant les seuils de la DCMP, sur le DAO soient 40% des marchés concernés ;
- 7 marchés suivant les seuils de passation, soient 58% des marchés concernés.

Concernant les DRP, nous avons retenu 17 marchés sur les 36 reçues de la SENELEC soient 47%

Les listes des marchés concernés sont présentées dans les tableaux qui suivent :

Seuils de contrôle de la CMP (4 marchés)

Type DAO	Libellés	Situations	Attributaires	Montants
17/2011	Fourniture et installation et essais en charge de cinq (05) groupes électrogènes 1250 KVA Boutoute Financement AFD	Marché Immatriculé F740/12	AFCO	825 188 265 FCFA HTVA
34/2011	AO restreint Groupes Cumins Financement AFD	Déclaré infructueux le 16/01/2013 lettre DCMP N° 000219/MEF/DCMP/30	BIA Dakar	686 447 747 FCFA HT/HD
33/2011	Fourniture et à l'installation sur les sites de Kédougou, Boutoute et Kolda de réservoirs de stockage combustible de 50m3, 250m3 et 100m3 Financement AFD	immatriculé sous le N° 0756/12 le 29/06/2012	PDI	821 572 386 FCFA TTC
AO 22/2011	Fourniture et installation d'équipements pour la Réhabilitation de turbo alternateurs 301 et 303	Marché immatriculé le 18/04/2013 sous le N°F0425/13	Leroux et Lotz Tranche ferme Tranche conditionnelle	3 469 395 504 FCFA HT/HD 498 323 040 FCFA HT/HD

Seuils de passation des marchés (7 marchés)

Type DAO	Libellés	Situations	Attributaires	Montants
AO 09/011	AMI Gestion électronique des documents (GED) Fonds propres	Marché immatriculé sous le n°1333/12	AXXEND	44 282 851 FCFA TTC
26/2011	AMI migration de Windows à LINUX	Marché en cours	GROUPEMENT DEFI HIGH TECH/DIGORA Dont : Lot 1 Lot 2 Lot 3	69 548 385 FCFA TTC 39 658 891 FCFA TTC 18 703 094 FCFA TTC 11 186 400 FCFA TTC
04/2011	Phase 2 de télé relève de client MT par CPL	Marché Immatriculé F1120/11	SICOTAME	44 327 350 FCFA HT HD
02/2011	Travaux de réfection gaine des fumées BW 3 de C3 Fonds propres	Suspendu par DAPA	PDI	171 130 850 FCFA TTC
AO 12/2011	AMI études Impact env. et sociaux LBC Fonds propres	Marché en cours ATTENTE PROJETS DE MARCHE POUR TRANSMISSION DCMP	HPR ANKH CONSULTANT	82 470 000 FCFA TTC
16/2011	Location de véhicules Fonds propres	Marché Immatriculé F404/12	SENECARTOUR	120 000 000 F CFA
10/2011	Fourniture d'équipements des postes immeubles et lotissement		SGL	248 745 600 HT/HD

**Annexe 2 :
LISTE DES COMMANDES DIRECTES**

fournisseur	libellé	Montant
ABS SERVICES		1 534 000
ADNET CONSULTING		2 194 085
AFRIAN BUSINESS CENTER		2 773 000
AFRICAN NUMERIC GROUP		8 842 094
AFRIQUE TECHNIQUE		5 798 166
AGENCE BONNE SECURITE DKR		1 486 800
ALFA LAVAL		27 084 824
ALL BUSINESS & COMPUTER		1 087 783
ALSTOM POWER SERVICE		127 156 386
AMI SA		5 618 098
AMS TECHNOLOGIE		4 203 750
ANTA ENTREPRISE	Travaux d'entretien locaux et nettoyage	1 366 440
ANTA NDOYE	Travaux d'entretien locaux et nettoyage	637 200
AOMS	Fournitures plaques	2 454 400
APS SERVICES	Fournitures	4 938 300
ARSG SECURAF	Gardiennage	18 633 049
ART BAT	Prestations diverses	4 055 542
ARTS ET METIER	Confection de cachets	2 161 170
ATLANTIC COMPUTING	Fournitures informatiques	4 308 180
AUTO - MULTISERVICES	Entretien véhicules	971 140
BAKARY MBAYE	fournitures	4 796 110
BEMS BATIMENTS ELECTRICITE MULTI SERVICES	Ouverture et fermeture de tranchée	21 798 234
BIA DAKAR	Renforcement centre secondaire	86 123 889
BK TECHNOLOGIES	Entretien locaux	1 694 244
BM ENERGIE	Entretien boutoute	234 444 162
BULL SENEGAL	Maintenance matériels	146 549 165
CAMBERENE EXPRESS MULTI SERVICE	divers	6 944 137
CARROSSERIE FRONT DE TERRE	Entretien et réparation de véhicule	12 954 688
CARROSSERIE NIANG (MAPATHE)	Entretien et réparation de véhicule	1 945 820
CBI Sénégal	Maintenance réseau	90 716 666
CEGELEC	Expertise d'un alternateur alstom	21 171 668
CEIC	Audit installation de protection	5 000 000
CEM MULTI SERVICES	Ouverture et fermeture de tranchée	7 374 926
CETIDE Conseils	Fourniture de matériels informatique	2 322 240
CGE	Entretien splits	4 390 450
CGM	Ouverture fermeture de tranchée et autres	14 558 715

CHEREAULT ET CIE	Fournitures diverses	28 418 957
CIEL VERT	Fournitures	4 737 700
CLEAN LAND sarl	Entretien locaux	38 160 728
CLEANET JOB	Fournitures de bureau	1 652 000
COMPLEXE MBAYANG	Entretien locaux	5 380 800
COSEFE	Entretien locaux	5 583 525
DAKAR MULTI SERVICES	fournitures	8 301 890
DAROU SALAM SOW	Ouverture et fermeture tranchée- entretien et nettoyage	9 356 462
DCE (DAKAR CONSTRUCTION EQUIPEMENT)	fournitures	3 753 768
DCSP (DAKAR CONSTRUCTION)	Ouverture et fermeture tranchée	4 927 392
DE (DAKAR ENVIRONNEMENT M.S)	Entretien locaux	23 251 015
DECO ART PROPRETE	Entretien locaux	4 002 000
DELTA sarl	Divers travaux de vidange	6 679 918
DIALAW BOURY	Ouverture fermeture de tranchée	3 899 403
DIOUBO ELECTRIQUE	Entretien moteur	9 769 092
DISMAT	Fourniture matériels informatiques	1 345 200
DISTRIBUTION MATERIEL AGRIC QUINC	Fournitures divers matériels	15 822 012
DISTRIBUTION PLUS	fournitures	19 897 598
DJIBRIL TALL - AUTO SERVICES	Entretien véhicules	2 570 148
DMR	Equilibrage ventilo	1 534 000
DOLY BTP	fournitures	31 753 068
DYNAMIC AUTO	Entretien véhicules	19 725 727
E.G.E.GE.C	Ouverture et fermeture de tranchée	7 959 432
E.M.D.	Fournitures rames de papiers	1 652 000
EAD BTS & TP	Travaux de réparation	4 080 566
EATP	Entretien locaux	73 622 942
EBAEV	Réfection	35 334 543
EBCD	Ouverture et fermeture de tranchée	3 443 298
EBCD (SARR HABIBOU)	Ouverture et fermeture de tranchée	1 137 154
EBET	Ouverture et fermeture de tranchée	4 227 355
ECOMAR sarl	Travaux de pompage	2 758 800
ECOSSEL	Ouverture et fermeture de tranchée	39 212 404
ECTC (ENTREPRISE CONS TRANSP CCE)	Confection-divers travaux	6 941 016
EDIPRES	Flacon insecticide	2 950 000
EGECP	Ouverture et fermeture de tranchée	8 553 786
EGGEC	Entretien espace vert	1 770 000
EGKM	Ouverture et fermeture de tranchée	3 323 316

GROUPEMENT GMS /SSPM

EGSA	Gardiennage locaux	3 623 429
ELBAT Services	Ouverture et fermeture de tranchée	3 633 706
ELEC 2000	Fourniture matériels informatiques	2 760 050
ELITE NETTOYAGE	Entretien locaux	10 068 118
ENET 2000 GIE	Entretien locaux	7 734 000
ENTRACOM	Transport de produits pétroliers	207 423 925
ENTREPRISE BABACAR NDOYE	Entretien espace vert et locaux	9 121 540
ENTREPRISE BOROM DAARA-JI	Entretien locaux	6 814 500
ENTREPRISE FLEUVELECT	Ouverture et fermeture de tranchée	5 955 453
ENTREPRISE IBRAHIMA DIOUF & FRERES	Entretien et réparation véhicule	10 710 800
ENTREPRISE INDUSTRIELLE	Location de main d'œuvre	22 745 566
ENTREPRISE ISSA THIAM	Ouverture et fermeture de tranchée	6 752 582
ENTREPRISE JMT	plomberie	3 964 800
ENTREPRISE KHADY MANE	Entretien locaux	4 130 294
ENTREPRISE MAMA FATY	Ouverture et fermeture de tranchée	19 574 783
ENTREPRISE MAMADOU BA (EMB)	Divers travaux de construction	8 909 120
ENTREPRISE MAME DIARRA	Branchement et pose compteurs	19 277 151
ENTREPRISE MARIAM SARR	Entretien locaux	1 380 600
ENTREPRISE MEDINATOUL MOUNAWARA	Entretien véhicules	3 328 260
ERCIEL AFRIQUE SARL	Equipement électrique	34 226 104
ESEC Sarl	Ouverture et fermeture de tranchée	20 391 961
ETAPERU AO	fournitures	11 107 541
ETDM	Ouverture et fermeture de tranchée	14 875 457
ETS AMIDIS CO	Fourniture matériels électriques	6 121 250
ETS BATIMENTS	Travaux plomberie	6 988 152
ETS GALAYE NDIAYE	Transport de produit pétrolier	191 386 177
Ets M.K BADIANE	Impression logo	11 092 000
ETS MALEYE	Fournitures pièces véhicules	21 189 121
ETS MOURTADA	Divers	7 419 250
ETS PIN	Divers	13 834 025
ETS SOPEY RASSOULILAH	Divers	12 116 240
ETS TAWFEKH DAROU SALAM	Divers	5 734 800
EXPRESS MULTI SERVICES (M.M SEYE)	Fournitures	36 609 841
FABIC	Fourniture matériels informatiques	6 742 993
FADOU ENTREPRISE	Entretien locaux	5 230 200
FALLOU SAMB	Entretien réparation véhicules	2 413 695
FALLOUTEC INDUSTRIE	Fourniture de matériaux	93 374 728
FAMBENE SECURITE	gardiennage	30 980 975

GROUPEMENT GMS /SSPM

FMITB	Ouverture et fermeture de tranchée	9 033 023
GARAGE FEMME AUTO	Réparation véhicule	3 002 420
GARAGE IBRAHIMA NIASSE	Entretien véhicule	13 101 620
GCI - AF	Travaux de réfection	61 374 096
GDCI	divers	8 080 825
GERBS	Branchement et pose compteur	5 336 078
GETALU	Travaux menuiserie	6 163 769
GETP	Entretien espace vert	3 540 000
GIE BAYE MEDOUNE	Entretien véhicule	2 165 300
GIE DAAN DOLE	Entretien locaux	20 022 240
GIE DAR S SALAM	Entretien locaux	1 457 300
GIE DENTAL	Entretien locaux	1 820 347
GIE DISCOM - PLUS	fournitures	19 720 316
GIE FAURE	Location personnel	11 899 549
GIE HORIZON ITEN	Fourniture matériels télécom	44 269 877
GIE LIMPA	Entretien locaux	5 310 000
GIE NDACKÉ KAIRE	fournitures	8 024 000
GIE PAYENNE MULTI SERVICES	Entretien locaux	27 476 544
GIE RETRAITES SENELEC ASSOCIES (RSA)	Frais de formation sur les procédures commerciales de la délégation régionale	37 489 200
GIE SERIGNE ABDOUL AHAD MBACKE	Entretien locaux	7 832 899
GIE SETRA	Fourniture de FILETEE	5 748 830
GIE SPS	Ouverture et fermeture de tranchée	8 200 617
GIE SUNU JAAM	Travaux divers	14 938 600
GIE TOUBA BAKHDAD	Fourniture de pièces	11 547 978
GIE TPE	Ouverture et fermeture de tranchée	3 678 703
GIE YADOU SERVICES	Ouverture et fermeture de tranchée	16 920 912
GIRLEC	Garnitures mécaniques	4 696 400
GRAPHIC SYSTEMES	Fournitures et entretien	14 911 810
GRAVIPUB	Maintenance et réalisation enseigne	15 547 872
GSS TRANSPORT	Transport de produits pétroliers	141 571 761
GTS	DIVERS	46 813 232
HM SERVICES	Entretien véhicules	64 200 506
IBRA BA	Entretien locaux	5 194 896
IMO	Travaux de chaudronnerie	39 869 963
INTEGRATION GLOBAL BUSINESS	Fournitures	12 173 000
INTERIM SA	Location personnelle	164 168 598
ISSA FALL - INTER DEPANNAGE	Entretien véhicules	2 412 320
KHOURY TRANSPORTS SA	Transports de produits pétroliers	824 825 882
LA RUFISQUOISE ENTREPRISE	Réparation splits	7 565 592

GROUPEMENT GMS /SSPM

GENERALE		
LA SENEGALAISE DE L'AUTOMOBILE	Location et réparation	160 876 744
LE BAOL GIE	Ouverture et fermeture de trachées	17 310 276
LE FROID	Fourniture produits nalco	33 099 885
M2S	Fourniture de matériels électriques	15 239 495
M2S MBENGUA SENEGAL	Location main d'œuvre	24 808 000
MAMADOU BACHIR MBOUP	Fournitures	52 476 250
MAN DIESEL & TURBO France		1 642 780 160
MARKETING ET PRODUCTION SERIGRAPHIE	Divers	31 607 260
MAT-EQUIP		19021753
MBOUP VOYAGES		107710400
NICKEL		6698076
OFFICE INFORMATIQUE		19294620
OUMOU INFORMATIQUE		56306840
PICOM		16537803
POLYCHIMIE		11005264
POLYTECH INDUSTRIE		16983640
PROXIM MANAGEMENT		11564000
SAGAM INTERNATIONAL (SECURITE)		22445606
SAZIZCOM		18201264
SCORPION	gardiennage	10418276
SCORPION ASSGE	Gardiennage	60312200
SEAEQ	entretien locaux	8293000
SECOMDIS		73850679
SEDAT INTERNATIONAL		28812473
SEN SECURITE	gardiennage	101860699
SENEMECA		18943627
SERCO		17439200
SESAM Informatics		32682632
SIAFCA S.A.		16556580
SICAS		66606756
SIMELEC		165272750
SMS INTERNATIONAL		78352000
SNIA		15148840
SODIC		30941940
SOGEF sarl		15976020
SOKHNA KHADIDJA GIE		16475606
TEREDA		8323965

TERSO		84960000
THIOUNE INFORMATIQUE		48305584
TINE BAT OR		13788300
TINE ENERGIE sarl		61808690
TITAN AFRIC		24190000
TRANS INTER		47040718
TRANSATLAS		122 460 271
TRANSGAYE	Transport de produits pétroliers	133083996
TRANSPORT A AMAR	Transport de produits pétroliers	16284000
TRANSPORT AMADOU DIEYE	Transport de produits pétroliers	340594773
TRANSPORTS AHMED DJOUMA GAZAL & FILS	Transport de produits pétroliers	549472050
TRANSPORTS AKF & CIE sa	Transport de produits pétroliers	186950394
TRANSPORTS IBRAHIMA SAKHO SA	Transport de produits pétroliers	327979038
TRANSPORTS KAB GUEYE	Transport de produits pétroliers	175465507
TRANSPORTS O. DIAGNE	Transport de produits pétroliers	40130141
TRANSPORTS SADY sarl	Transport de produits pétroliers	235038800
UNITECH MOTORS		39432509
VIGASSISTANCE	Gardiennage	103249387
TOTAL		9 529 897 335

ANNEXE 3 :
LETTRE DE TRANSMISSION DU RAPPORT PROVISOIRE

**ANNEXE 4 :
REPONSES DE L'AUTORITE CONTRACTANTE**

Dakar le, 27 juin 2013

A

Monsieur Mame Thierno MBACKE
Associé-Gérant de la Société GMS
Audit et Expertise

Liberté 6 extension – Immeuble
Moustapha 2^{ème} étage – Appart C
B.P : 9048 Dakar/Sénégal

Objet : Réponses sur le Rapport de Revue Indépendante de la Passation des marchés gestion 2011

Monsieur,

Le rapport provisoire portant sur la revue Indépendante de la Passation des marchés gestion 2011 de Senelec, établi par votre société, appelle de notre part les éléments de réponse ci-après :

Le mercredi 12 juin en fin de journée, nous avons reçu de l'auditeur, une liste de commandes dites directes d'un montant de plus de 12 milliards de FCFA, nous demandant d'apporter des justificatifs le lendemain au plus tard, date prévue pour le dépôt du rapport provisoire.

Cette liste provenait d'un extrait du fichier des factures de 2011 payées ou en instance de paiement : en comparant les commandes liées à ces factures à la liste des appels d'offres et des DRP qui lui a été remise, l'auditeur a considéré que toutes les factures qui n'étaient pas liées aux AO et DRP de 2011 étaient des commandes directes.

Après un examen rapide de cette liste de commandes dites directes, nous avons constaté que plusieurs d'entre elles étaient adossées à des marchés antérieurs à 2011, issus d'appel d'offres qui ont suivi toutes les étapes de validation de la DCMP. En effet, pour des raisons diverses (notamment pour des contraintes de trésorerie, pour des raisons liées à la durée de certains marchés ou pour gérer le niveau de stockage des matériels), les appels de commande et de livraisons sont faits au fur et à mesure des besoins de l'exploitation.

Suite à ce constat, et compte tenu du délai relativement court qui nous était imparti, nous avons sollicité une rencontre avec l'auditeur pour lever l'équivoque sur les premières évidences (les commandes dont les marchés adossés à des AO ont été facilement identifiées). A l'issue de cette séance de travail, il a été retiré un certain nombre de rubriques, faisant passer le montant de plus de 12.542.624.641 FCFA à 9.614.393.248 FCFA.

C'est le lieu de signaler que conformément aux procédures d'audit, nous avons toujours tenu une réunion d'échanges et d'éclaircissements (réunion de restitution) avec les auditeurs bien avant le dépôt du rapport provisoire ; malheureusement cette réunion n'a pas eu lieu.

Le 14 juin, le rapport provisoire a été transmis à Senelec pour demander ses observations le 20 juin au plus tard.

Nous apportons ci-après nos éléments de réponse sur les différentes observations :

I- SUR LES CONSTATS RELATIFS A LA PASSATION DES MARCHES

I-1. Sur les appels d'offres :

-Observation de l'Auditeur : Sur tous les marchés passés en revue, le montant retenu est supérieur au montant estimé et l'attestation d'existence de crédit n'a pas été produite ;

-Réponse de Senelec : l'estimation est toujours basée sur des prix de référence connus par Senelec. A partir du moment où un appel d'offre a été fait, nous ne voyons pas l'objet de cette observation. Quant à l'attestation d'existence de crédits, elle existe pour tous les marchés passés par Senelec et est une condition pour avis de non objection de la DCMP avant même leur souscription. Nous les tenons à votre disposition.

-Observation de l'Auditeur : Les marchés suivants n'ont pas été inscrits dans le PPM : marché N°17/2011 relatif à la fourniture, à l'installation et à la mise en service de 05 groupes électrogènes à la centrale de Boutoute dans la région de Ziguinchor ;

-Réponse de Senelec : ce marché a bien été inscrit au PPM de 2011 sous la référence F-DEQ-206.

- Observation de l'Auditeur : L'avis d'appel d'offres international N°22/2011 relatif à la fourniture et à l'installation d'équipements pour la réhabilitation des chaudières 301 et 303, n'a pas été publié ;

- Réponse de Senelec : Ledit avis a bien fait l'objet de publication (voir coupure de journal ci-jointe)

- Observations de l'Auditeur : Pour certains marchés, la garantie de soumission n'a pas été fournie par l'attributaire. Il s'agit des marchés suivants: Marché N°13/2011 relatif à la fourniture de transformateurs et Marché N°10/2011 relatif à la fourniture d'équipements des postes immeubles et lotissements ;

-Réponse de Senelec : la non production de la garantie de soumission est une condition de rejet des offres pour Senelec. Pour les marchés 10/2011 et 13/2011 les garanties de soumission sont bien produites par SGL et MYNA, tels qu'en attestent les copies de garanties et PV d'ouverture ci-joints.

-Observations de l'Auditeur : Les PV d'ouverture des plis du marché N°17/2011 relatif à la fourniture, à l'installation et à la mise en service de 05 groupes électrogènes à la centrale de

Boutoute dans la région de Ziguinchor n'ont pas été transmis aux soumissionnaires et l'attribution provisoire a été faite 21 jours après la séance d'ouverture des plis ;

-Réponse de Senelec : Le PV d'ouverture du marché N°17/2011 a bien été transmis aux soumissionnaires tel qu'en atteste l'extrait du Registre de décharges ci-joint pour la séance du mercredi 7 septembre 2011.

-Observations de l'Auditeur : L'avis d'attribution provisoire relatif au marché N°17/2011 marché relatif à la fourniture, à l'installation et à la mise en service de 05 groupes électrogènes à la centrale de Boutoute dans la région de Ziguinchor, n'a pas été publié en violation des dispositions de l'article 83.3 du décret portant Code des Marchés publics ;

-Réponse de Senelec : cet avis a bien été publié (voir avis de publication joint)

- Observations de l'Auditeur : Il est noté un décalage de 21 jours entre la date limite de dépôt des offres et la date d'ouverture des plis dans le cas du marché N°33/2011 relatif à la fourniture et à l'installation sur les sites de Kédougou, Boutoute et Kolda de réservoirs de stockage de combustibles ;

- Réponse de Senelec : Sur ce marché un avis de report de 21 jour en date du 29.02.2011 a été publié (voir avis de report joint)

- Observations de l'Auditeur : Les avis d'attribution définitives des marchés N°22/2011 relatif à la fourniture et à l'installation d'équipements pour la réhabilitation des chaudières 301 et 303 et N°33/2011 relatifs à la fourniture et à l'installation sur les sites de Kédougou, Boutoute et Kolda de réservoirs de stockage de combustibles, n'ont pas été publiés ;

- Réponse de Senelec : ces avis ont été publiés. Toutefois à cause du déménagement des locaux de la cellule les éléments de preuve ne sont pas encore retrouvés pour ces deux marchés. Nous vous les ferons parvenir en fin de classement. Par ailleurs la non publication de ces avis n'a pas d'incidence sur la régularité de la procédure.

- Observations de l'Auditeur : Le contrat du Marché N°13/2011 relatif à la fourniture de transformateurs n'a pas été produit ;

- Réponse de Senelec : Ces contrats de marchés ont bien été souscrits et immatriculés (voir copies jointes) ;

- Observations de l'Auditeur : Les marchés N°10/2011 relatif à la fourniture d'équipements des postes immeubles et lotissements, N°04/2011 relatif à la phase 2 de télé-relève de client MT par CPL et N°16/2011 relatif à la location de véhicule n'ont pas été notifiés ;

- Réponse de Senelec : Les marchés N°10/2011 et N°04/2011 ont bien été notifiés. Les preuves y relatives sont produites en annexe.

- Observations de l'Auditeur : Une garantie de bonne exécution n'a pas été fournie pour les marchés suivants : Marché N°03/2011 relatif à la pose de compteurs de rendements aux frontières

des délégations et Marché N°10/2011 relatif à la fourniture d'équipements des postes immeubles et lotissements ;

- Réponse de Senelec : pour tous ces 02 marchés Senelec a reçu une garantie de bonne exécution (conf. Pièce jointe).

- **Observations de l'Auditeur** : Les candidats non retenus ne sont pas informés du rejet de leurs offres en violation des dispositions du CMP ;

- Réponse de Senelec : Pour l'ensemble des marchés passés, Senelec informe systématiquement tous les candidats non retenus et leur retourne leur garantie de soumission, conformément aux dispositions du CMP (voir exemples en annexe).

- **Observations de l'Auditeur** : Les documents relatifs à l'exécution et au paiement n'ont pas été mis à notre disposition ;

Aucun document attestant la réception ou le service fait n'a été produit pour tous les marchés passés en revue.

- Réponse de Senelec : nous avons mis en place pour l'année 2013 une procédure permettant la transmission de l'ensemble des documents relatifs à l'exécution des marchés à la Cellule et un archivage classique exhaustif pour l'ensemble des marchés. Par ailleurs nous avons débuté une gestion électronique des documents de marchés.

I-2. Sur les Demandes de Propositions :

- **Observations de l'Auditeur** : Aucun élément des dossiers de manifestation d'intérêt ne nous a été transmis pour nous permettre d'apprécier les conditions d'élaboration de la liste restreinte ;

- Réponse de Senelec : Ces dossiers n'ont pas été réclamés par l'auditeur. Nous les tenons à sa disposition.

- **Observations de l'Auditeur** : Les critères d'évaluation retenus par la Commission des marchés pour l'évaluation des manifestations d'intérêt ne sont pas conformes à ceux contenus dans l'avis de manifestation d'intérêt ;

- Réponse de Senelec : Nous sommes surpris de cette observation dans la mesure où Senelec ne peut évaluer une manifestation d'intérêt en dehors des critères qu'elle a elle-même fixés et validés par la DCMP.

- **Observations de l'Auditeur** : Les candidats non retenus ne sont pas informés du rejet de leur offre en violation des dispositions du CMP.

- Réponse de Senelec : Tous les candidats sont informés de la suite réservée à leur offre. Nous tenons les documents à votre disposition.

I-3. Sur les marchés conclus par Entente Directe

- **Observations de l'Auditeur** : Enfin, les pièces justificatives relatives aux informations financières et comptables à des fins de contrôle des prix ne sont pas fournies, en violation de l'article 76 du Décret n°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés publics.

- Réponse de Senelec : Ce contrôle ne relève pas de notre responsabilité.

I-4. Sur les Demandes de Renseignements et de Prix :

Il faut d'emblée préciser que les sauts sur les numéros de DRP communiqués à l'Auditeur s'expliquent par le fait que certaines DRP ont été numérotées et non initiées (voir par exemple la demande d'annulation reçue par mail ci-joint).

- **Observations de l'Auditeur** : Sur l'ensemble des DRP le montant des marchés conclus est supérieur au montant estimé et les attestations d'existence de crédit n'ont pas été produites ;

- Réponse de Senelec : voir réponse précédente sur les Appels d'offre.

- **Observations de l'Auditeur** : L'ouverture des plis ne coïncide pas avec la date limite de dépôt des offres pour toutes les DRP conclues durant la gestion 2011;

- Réponse de Senelec : Il ne s'agit pas d'une obligation réglementaire.

- **Observations de l'Auditeur** : Les lettres d'invitation adressées aux candidats n'ont pas été retrouvées;

- Réponse de Senelec : Ces lettres sont bien disponibles (voir annexe)

- **Observations de l'Auditeur** : Les preuves matérielles de la réception des lettres d'invitation par les candidats sollicités n'ont pas été fournies pour toutes les DRP conclues en 2011 ;

- Réponse de Senelec : ces preuves existent, il s'agit des accusés de réception des transmissions par fax (voir en annexe)

- **Observations de l'Auditeur** : Les conditions d'accès à la commande publique telles qu'édictées par les articles 43 et 45 du CMP n'ont pas été respectées pour la totalité des DRP conclues en 2011 ;

- Réponse de Senelec : Aucune discrimination ne peut être relevée sur les conditions d'accès à la commande pour les DRP passées par Senelec puisqu'elles ont été effectuées conformément aux dispositions de l'article 78 du CMP :

- l'Autorité Contractante choisit librement les modalités de publicité adaptées au montant et à la nature du marché,
- sollicite simultanément, par écrit, des prix auprès d'au moins cinq (5) entreprises en définissant la nature des prestations recherchées et en faisant référence à des normes dans toute la mesure du possible,

- doit s'assurer que les candidats ont la capacité d'exécuter le marché, y compris au plan juridique,
- attribuer le marché au candidat présentant l'offre conforme évaluée la moins distante et rédige un procès verbale d'attribution et informe les candidats dont les offres n'ont pas été retenues.
- les marchés concernés donnent lieu à des contrats écrits de forme libre.

- **Observations de l'Auditeur** : Il n'y a aucun élément justificatif montrant que les candidats consultés ont les capacités et les qualifications requises pour exécuter le marché en violation de l'article 78-1 du décret 2011-1048 du 27 Juillet 2011 portant Code des Marchés publics et du point 2 de la circulaire N°0004/PM/CAB /CP du 31 Mars 2009 portant instruction pour la mise en œuvre de la procédure de demande de renseignements et de prix ;

- Réponse de Senelec : sur les qualifications requises, il faut rappeler que Senelec ne peut pas contracter avec une structure qui n'a pas d'existence légale. Sur la capacité il est aisé de vérifier que toutes les commandes ont été exécutées conformément aux attentes de Senelec et à son entière satisfaction. Aucun contentieux découlant d'une mauvaise exécution d'une DRP n'a été enregistré. Par conséquent Senelec s'est bien assurée des capacités et qualifications requises.

- **Observations de l'Auditeur** : L'ouverture des offres n'a pas été effectuée en deux étapes pour les prestations intellectuelles conclues par la procédure de DRP, en violation de l'article 80-5 du Décret n°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés publics ;

- Réponse de Senelec : Ces DRP ont toujours été ouvertes en deux étapes, une analyse diligente a été faite compte tenu de l'urgence de ces dossiers et parfois de leur simplicité.

- **Observations de l'Auditeur** : Il a été constaté l'absence de publication des résultats sur le site des marchés publics en violation des dispositions de l'article 78.3.b du CMP ;

- Réponse de Senelec : Cette exigence est une nouveauté du Décret n°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés publics. Elle n'existait pas en début 2011.

- **Observations de l'Auditeur** : Il n'y a pas de traces matérialisant l'information des candidats dont les offres n'ont pas été retenues en violation de l'article 78-2 du Décret n°2011-1048 du 27 Juillet 2011 portant Code des Marchés publics ;

- Réponse de Senelec : Cette exigence est une nouveauté du Décret n°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés publics. Elle n'existait pas en début 2011. Par ailleurs la DCMP, pour permettre aux autorités contractantes de s'organiser, a admis de fait une tolérance jusqu'en 2012.

- **Observations de l'Auditeur** : Les contrats relatifs aux marchés n'ont pas été produits par la SENELEC

- Réponse de Senelec : Sur ce point il faut relever que Senelec établit des bons de commande sur lesquels les conditions d'exécution et les termes du paiement sont mentionnés. Etant entendu que ces documents qui regroupent les obligations des parties sont approuvés par chacune d'elles. Ils font donc office de contrat.

- **Observations de l'Auditeur** : Les PV de réception signés par les membres de la Commission de Réception n'ont pas été produits ;

- **Réponse de Senelec** : les procédures de gestion administrative et financière de Senelec prennent en compte cette étape. Aucune facture ne peut être payée par la comptabilité sans un PV de réception dûment signé par l'Unité bénéficiaire de la prestation.

- **Observations de l'Auditeur** : L'archivage des documents liés à la procédure n'est pas conforme. La CPM n'archive pas les dossiers liés à l'exécution du marché (copies des factures, PV de réception, moyens de paiement etc.). Les documents relatifs aux paiements et à la réception n'ont pas été fournis.

- **Réponse de Senelec** : nous avons mis en place pour l'année 2013 une procédure permettant la transmission de l'ensemble des documents relatifs à l'exécution des marchés à la Cellule et un archivage classique exhaustif pour l'ensemble des marchés. Par ailleurs nous avons débuté une gestion électronique des documents de marchés.

I-5. Constats relatifs à l'exécution financière

Observations de l'Auditeur : Les documents relatifs à l'exécution financière des marchés initiés durant la gestion budgétaire 2011 ne sont pas archivés au niveau de la CPM et les copies numériques fournies par la comptabilité relatives à quelques marchés ne nous ont pas permis d'effectuer les contrôles nécessaires.

- **Réponse de Senelec** : (voir réponse ci-dessus sur le système d'archivage)

I-6. Constats sur la matérialité de la dépense

Observations de l'Auditeur : Afin de vérifier la matérialité des dépenses, nous avons procédé à des inspections physiques sur un échantillon représentant 49% en montant des marchés sous revue. Nos travaux sur l'exécution physique appellent de notre part les remarques suivantes :

L'absence des procès-verbaux et les copies des rapports pour les marchés de prestations intellectuelles ;

L'absence des procès-verbaux de réception des livraisons signés par les membres de la commission des marchés et des documents de la comptabilité matières pour les marchés de fourniture de combustible.

- **Réponse de Senelec** : les procédures de gestion administrative et financière de Senelec prennent en compte cette étape. Aucune facture ne peut être payée par la comptabilité sans un PV de réception dûment signé par l'Unité bénéficiaire de la prestation.

II- SUR LES COMMANDES DITES DIRECTES :

L'examen de la liste des commandes dites directes, relevées par l'auditeur, nous a permis de déceler d'autres rubriques adossées à des Appels d'offres, des DRP, ou des ententes directes autorisées par la DCMP, pour un montant total de 1.806.974.848 FCFA qui doivent venir en déduction du montant arrêté par l'auditeur ; il s'agit de :

Fournisseurs	Libellé	Montants	Observations
MAN DIESEL & TURBO France	Maintenance groupes	1 642 780 160	Entente directe suite mise à disposition d'un certificat d'exclusivité par MAN DIESEL.
EMERSON	Remise en état tribune à gaz	79 698 775	AO N° 24/2010: REMISE EN ETAT TURBINE A GAZ N°3 DE LA C3 DU CAP DES BICHES
AL ASSANE SENE	Conseil	29 854 000	DRP N° 26/2011: ELABORATION DE CADRE DE POLITIQUE DE REINSTALLATION
CASSIS FROID	Fournitures diverses	54 641 913	AO 13/2010 pour fourniture de matériel de sécurité

En outre pour des raisons liées à l'exploitation les marchés ci-après ont été passés suivant l'urgence ou la sensibilité de la prestation :

Fournisseurs	Libellé	Montants	Observations
BM ENERGIE	Maintenance groupes	234 444 162	Cette commande fait suite à une urgence de Production: Rectification et polissage maneton tête de bielle pour Boutoute et C4. La non intervention de BM ENERGIE mettrait en péril la centrale C4 de Cap des Biches et les conséquences sociales et sécuritaires seraient

			désastreuses
BULL SENEGAL	Maintenance matériels	146 549 165	L'essentiel de ce montant rentre dans l'entretien system DIANE du DPS 7000 que BULL a installé et qui gère tout le système commercial de SENELEC. Une autre grande partie concerne les redevances de la licence GCOS.
ALSTOM POWER SERVICE	Maintenance groupes	127 156 386	Cette commande fait suite à une urgence de Production : EXPERTISE ET REMISE EN ETAT GR 301 DE C3/ dans le cadre du PLAN TAKKAL

II-1. Sur l'entretien des véhicules :

Le service Entretien Général regroupe l'ensemble des unités techniques. A ce titre, il lui est confié la gestion du parc automobile, la réparation et l'entretien des moyens de transport.

Avec un parc de 1400 véhicules et cyclos, venant des différents concessionnaires installés au Sénégal, le service travaille au quotidien et à temps réel pour réparer les véhicules avec ses unités et les prestataires d'appui qui ont été agréés afin de répondre aux exigences de l'exploitation.

Les procédures qui ont été mises en place permettent avec le personnel Senelec, de faire le diagnostic et l'évaluation des travaux avant d'opter pour une réparation à l'interne ou à l'externe.

Ce travail mesuré avec les indicateurs de performance de la qualité a été jugé satisfaisant car il a permis :

- d'impacter sur la qualité de service ;
- de réduire les délais de réparation du matériel roulant ;
- d'intervenir directement sur les sites pour palier à des urgences sur des camions, cars de recherches de défaut entre autre;
- de diversifier les prestataires et de consolider les emplois ;
- de réduire les coûts grâce aux consultations restreintes et au choix du moins disant conforme ;
- d'éviter des contraintes de blocage des comptes Senelec au niveau de certains concessionnaires.

II-2. Sur les prestations d'ouverture de tranchées :

Senelec a une liste des sociétés prestataires agréés. Le choix des prestataires pour les tranchées est fait à partir de cette liste.

-Pour les travaux de nuit, certains prestataires se sont engagés malgré les contraintes (insécurité pour ces travaux faits à des heures tardives, les difficultés pour se déplacer etc.).

Pour ces prestataires volontaires, il existe un **planning mensuel de nuit** avec leurs numéros de téléphone. En cas d'incident ils sont informés par téléphone et doivent intervenir immédiatement.

-Pour les autres travaux de jour, il y'a un autre planning suivant la liste globale des prestataires agréés.

- Les prix pratiqués

Les prix des prestations sont tirés d'un barème général accepté par les parties suite à une consultation.

- Les difficultés ou inconvénients que poserait un appel d'offres

La disponibilité et la souplesse obtenue avec les prestataires actuels appelés en toutes circonstances sans préavis ne seraient pas faciles à réaliser avec les grosses structures. La multiplicité des interventions de faible volume à une fréquence aléatoire et variable peut être un obstacle pour un contrat avec une structure moins flexible. Tous les petits prestataires, GIE, risquent d'être exclus de la commande publique.

II-3. Sur les Contrats de Transport de produits pétroliers:

Les centrales de production électriques sont installées sur plusieurs localités à l'intérieur du pays. Le combustible nécessaire à leur fonctionnement est acheminé par camion à partir de Dakar. Dans cette optique et compte tenu de l'importance des volumes, Senelec travaille avec l'ensemble des transporteurs d'hydrocarbure agréés par le Ministère compétent et il n'en demeure pas moins que l'offre reste toujours insuffisante par rapport à la demande de Senelec.

Les prestataires travaillent sur la base de prix de référence acceptés par les acteurs. Il n'existe à ce niveau aucune restriction au principe de libre accès à la commande.

II-4. Sur les Contrats de gardiennage :

Les contrats de gardiennage qui étaient attribués antérieurement à l'avènement du code des marchés, l'avaient été sur la base de consultations. Ils concernaient les sites industriels, le siège et les agences.

Sur la base des agréments accordés aux prestataires des demandes de prix sont formulées. Les offres reçues font l'objet d'une analyse par une commission.

Aujourd'hui avec le renforcement de la sécurité au niveau des sites industriels, depuis 2011, par la mise à contribution des forces publiques (Police et Gendarmerie), les contrats de gardiennage ont été résiliés dans ces sites.

II-5. Sur la location de main d'œuvre :

Le recours aux sociétés d'intérim se justifie par le remplacement numérique de certains départs en congés et dont le pourvoi ne peut être assuré par un stagiaire (cas des chauffeurs notamment). Pour les autres cas de pourvoi, il convient de retenir que l'urgence de la demande (assurer la continuité du service dans les centrales de production d'électricité et au niveau du réseau) en est la principale raison.

De manière générale, pour les types de prestations évoquées précédemment, la mise en place de nouveaux contrats par procédure d'Appel d'Offres, en remplacement des différents contrats qui

existent depuis de nombreuses années (sans aucune actualisation des prix) pose les contraintes et inconvénients suivants :

- Renchérissement des coûts (actualisation des coûts, marge bénéficiaire plus élevée avec de grandes sociétés)
- Compte tenu de la taille de Senelec et de l'étendue géographique de ses installations, la concentration de ces types de prestations entre 1 ou 2 sociétés pose de grands risques de défaillance liés aux difficultés organisationnelles et logistiques (un exemple du type de difficultés auxquelles on peut s'attendre c'est le problème des ramassages d'ordure de la ville de Dakar qui n'a jamais pu être réglé de manière satisfaisante avec un prestataire unique, quelque soient les moyens humains et matériels affichés)
- Exclusion de la commande publique de plusieurs petits prestataires des travaux qui ne présentent aucune complexité.

Néanmoins, s'il n'y a pas d'autre alternative par rapport au Code actuel, Senelec va s'atteler à la préparation des différents appels d'offres relatifs à ce types de prestations diverses.

III- Sur le prétendu écart non expliqué entre le solde des mouvements au crédit fournisseur de la balance générale et la balance auxiliaire fournisseurs :

- **Observation de l'Auditeur :** l'existence d'un écart non expliqué entre le solde des mouvements au crédit fournisseur de la balance générale et la balance auxiliaire fournisseurs produit par la SENELEC d'un montant de **Cent trente-cinq milliards neuf cent quatorze millions huit cent cinquante-huit mille soixante-trois francs (135 914 858 063 F CFA).**
 - **Réponse de Senelec :** L'analyse des observations de l'auditeur au supposé écart constaté entre l'auxiliaire fournisseur et la balance générale de l'exercice 2011 appelle de notre part les remarques ci-après
- ✓ Rappel du fonctionnement des comptes fournisseur dans notre système d'information comptable
- *Transactions passées au débit du compte*
 - Règlements des factures fournisseurs
 - Enregistrement des factures d'avoir
 - Enregistrement des notes de débit au fournisseur
 - *Transactions passées au crédit*
 - Enregistrement des factures fournisseurs
 - Annulations de règlement
 - Annulation de factures d'avoir

Ainsi le cumul crédit du compte fournisseur de la balance ne peut être considéré comme des engagements de l'exercice que si et seulement si ce cumul n'est constitué que par les factures enregistrées en TTC, par le débit des comptes de charges pour les valeurs hors taxe de la balance et des compte taxe pour la TVA.

Pour la balance de 2011 le cumul des crédits est composé des montants des factures enregistrées et des annulations de règlements.

Nous mettrons à votre disposition le fichier des règlements de l'année 2011 où vous trouverez les lignes d'annulation de règlement.

Nous estimons qu'à partir de la feuille « détail résultat » qui se trouve dans le fichier des états financier que nous vous avons remis, vous pouvez à travers les comptes de charge avoir le détail des « achats de matières et fournitures » ainsi que les « services extérieurs » facturés dans l'année (les comptes 60, 62 et 63) pour avoir une idée sur les réalisations en hors taxe et non des engagements ; A titre d'exemple pour les comptes 602 achats de matières premières et fournitures liées qui sont les contres parties du compte 401 100 fournisseurs combustibles nous avons un chiffre d'affaire hors taxe de 250 milliards et qui figurent dans nos états financiers, majoré de 18 % de TVA nous avons une valeur TTC de 295 milliards. (voir capture d'écran)

N°Compt	INTITULES	déc-10	déc-11	Variations	
600997	ACHATS DE COMPTEURS	0	0	0	
600999	CHARGES (US)	-73 201 923	-222 596	72 979 327	-100%
602900	RAB. REM. RISTOUR. OBTENUS	0	0	0	
602102	DROITS DE DOUANE SUR COMBUSTIEL	8 198 223 093	4 549 663 982	-3 648 559 111	-45%
602100	ACHATS DE MATIERES TRANSFERT ST	175 917 161 390	218 443 790 460	42 526 629 070	24%
602101	TRANSPORT DE COMBUSTIBLE	2 793 977 612	3 154 330 451	360 352 839	13%
602103	AUTRES FRAIS SUR COMBUSTIBLE	13 341 614 661	8 042 429 122	-5 299 185 539	-40%
602110	ACHATS D'ENERGIES	8 198 043 247	10 349 367 874	2 151 324 627	26%
602130	CHARGES VARIABLES SUR EXERCICE	282 805 080	4 062 819 353	3 780 014 273	1337%
602120	ACHATS MATIERES PREMIERES NON S	0	0	0	
602150	ACHATS DE LUBRIFIANTS	2 777 925 873	1 828 695 492	-949 230 381	-34%
RC	Achats matières premières et fourniture	211 436 549 033	250 430 874 138	38 994 325 105	18%

Nous attirons votre attention sur le fait que les dernières commandes de l'année N-1 peuvent être livrées et facturée dans l'année N.

Il faut noter également que les factures en certification qui ont fait l'objet de rattachement lors de l'arrêté comptable de l'année N-1 peuvent être certifiées et comptabilisées dans le courant de l'année N. D'ailleurs c'est la raison pour laquelle vous trouver dans le fichier « édition des factures fournisseurs », des factures dont la date est antérieure à 2011.

Nous signalons également que seuls les comptes 401 100, 401110, 401130 et 481 200 sont auxiliaisés.

Tous les autres comptes 401 ou 48 sont gérés uniquement en comptabilité générale.

- ✓ En exploitant la liste des factures de l'auxiliaire fournisseurs que nous avons remis, l'auditeur n'a pas surement fait attention à la devise de facturation. Ainsi il a additionné des montants en CFA, Euro, et en US Dollars. C'est pour cette raison qu'il a trouvé dans son calcul 351 milliards. Après conversion des montants en devise on retrouve un montant cumulé de 380 milliards soit un écart positif de 29 milliards

En effet dans notre système d'information Oracle Application, les factures sont enregistrées et réglées suivant la devise de la commande. Ainsi pour celles qui sont exprimées en devise étrangère, les factures sont enregistrées au cours de la devise au moment de la création de la commande. Les règlements sont enregistrés au cours du jour de règlement et en cas d'écart de conversion le système génère les écritures liées à la perte ou gain de change.

- ✓ Nous avons remarqué également en analysant les types de factures, que le fichier comporte un nombre important de factures d'avoir.

Comme il a été souligné à l'auditeur à l'occasion des entretiens, les factures d'avoir sont passées dans notre système d'information au débit du compte fournisseur en diminution de la dette avec comme contre parti le compte de charge. Le cumul de ces factures se chiffre à 3,600 milliards.

Les schémas comptables sur les captures d'écran ont étayé nos propos

Pièces (SENELEC-SIEGE)

Date de validité: 31-JAN-2011 Séquence: SN_RET_TVA_SEQ Num.: 150722

Catégorie: Période: JAN-11

Pièce provisoire: ☐

Débit: 276,475,558 Crédit: 276,475,558

Total comptabilisé: 0

Différence: 0

Ecritures

Ligne	Compte	Fournisseur	Nom site	Devise	Débit	Crédit
1	01.01.401100.000000	FORTESA	DAKAR	CFA	276,475,558	
2	01.01.445210.000000	FORTESA	DAKAR	CFA		42,174,238
3	01.01.602100.000000	FORTESA	DAKAR	CFA		234,301,320

Débit comptabilisé: 276,475,558 Crédit comptabilisé: Imputé: ☒

Conversion de devise

Type: Taux: Date:

Description du compte: SENELEC.PRODUCTION.FOURNISSEURS COMBUSTIBLE.DEFAULT.DEFAULT.DEFAULT.ADMIN

Commentaires: Avoir FORTSEN/SEN 310111 / FORTESA

Pièce terminée: ☒

Pièces (SENELEC-SIEGE)

Date de validité: 01-DEC-2011 Séquence: SN_RET_TVA_SEQ Num.: 163352

Catégorie: Période: DEC-11

Pièce provisoire: ☐

Débit: 225,306,516 Crédit: 225,306,516

Total comptabilisé: 0

Différence: 0

Ecritures

Ligne	Compte	Fournisseur	Nom site	Devise	Débit	Crédit
1	01.02.621406.000000	APR ENERGY LLC	USA	EUR		343,477.57
2	01.02.401110.000000	APR ENERGY LLC	USA	EUR	343,477.57	

Débit comptabilisé: Crédit comptabilisé: 225,306,516 Imputé: ☒

Conversion de devise

Type: Corporate Taux: 655.957 Date: 01-DEC-2011

Description du compte: SENELEC.TRANSPORT.PRIME FIXE APR.DEFAULT.Service Achats et Prévisi.Autres Produc

Commentaires: Note de débit ND/20010808 / APR ENERGY LLC (S/C APIX S.A.)

Pièce terminée: ☒

Ecritures générées à l'annulation de règlement
Règlement annulé

Aperçu du règlement (SENELEC-SIEGE)

Número	4018
Devise	CFA
Montant	933.650.497
Date	23-AUG-2010
Lot	Règlement express : ID
Pièce justificative	2732
Statut	Annulée
Montant rapproché	
Rapproché le	
Date d'annulation	11-SEP-2012
Date d'exigibilité	15-JUN-2011

Fournisseur	
Nom	MYNA DISTRIBUTION
ID fiscale	2111201 2G2
Número	2129
Site	DAKAR
Adresse	40 RUE JULES FERRY DAKAR, SENEGAL BP 2497 Sénégal

Banque	
Nom	CREDIT DU SENEGAL
Compte	CREDIT DU SENEGAL_SENELEC_COM
Titre de paiement	lettre de change_Exp
Mode de règlement	Chèque

Factures

Número	Montant réglé	Date GL	Description
FA043/ER/10	933.650.497	23-AUG-2010	achat materiel pour electrification rurale
FA043/ER/10	-933.650.497	01-JUN-2012	achat materiel pour electrification rurale

Ligne d'Annulation du règlement (en rouge)

Règlements (SENELEC-SIEGE)

Type	Compte bancaire	Document	Num. titre paiement	Date du règlement	Montant du règlement	Devis	[]	Nom du lot	Devis
<input checked="" type="checkbox"/> Expres	CREDIT DU SENE	lettre de change	4018	23-AUG-2010	933.650.497	CFA	.R	Règlement express : ID=10655	CFA
<input type="checkbox"/>									
<input type="checkbox"/>									
<input type="checkbox"/>									
<input type="checkbox"/>									
<input type="checkbox"/>									
<input type="checkbox"/>									

Factures

Numéro	Date	Montant	Date GL	Montant du règlement	[]
FA043/ER/10	13-AUG-2010	1.910.600.223	23-AUG-2010	933.650.497	
<input checked="" type="checkbox"/> FA043/ER/10	13-AUG-2010	1.910.600.223	01-JUN-2012	-933.650.497	
<input type="checkbox"/>					
<input type="checkbox"/>					

Schéma d'écritures de la pièce d'annulation

Nouveau (SENELEC-SIEGE)

Date de validité: 01-JUN-2012 Séquence: SN_AJUST_EFFETS_SEQ Num.: 1810

Catégorie: Période: JUN-12

Pièce provisoire: ☐

Débit: 933.650.497

Crédit: 933.650.497

Différence: 0

— Total comptabilisé —

— Ecritures —

Ligne	Compte	Fournisseur	Nom site	Devise	Débit	Crédit
1	01.04.521030.000000	MYNA DISTRIBUT	DAKAR	CFA	933.650.497	
2	01.03.401110.000000	MYNA DISTRIBUT	DAKAR	CFA		933.650.497

Débit comptabilisé: 933.650.497 Crédit comptabilisé: ☐ Imputé

Conversion de devise

Type: Taux: Date:

Description du compte: SENELEC.COMMUN.CREDIT DU SENEGAL.DEFAUT.DEFAUT.DEFAUT.ADMINISTRATION CE

Commentaires: Chèque 4018 / MYNA DISTRIBUTION / CA - Dakar

☒ Pièce terminée

On constate que le compte fournisseur est crédité en cas d'annulation pour vous confirmer que le cumul de la balance pour un compte fournisseur est composé du montant des factures enregistrées pour constater la dette mais aussi des annulation de règlement.

Conclusions

En considérant les explications que nous avons données plus haut, le consultant ne doit prendre que les valeurs positives dans le fichier « édition des factures » qui se chiffrent à 464, 277 milliard, pour le rapprocher avec le cumul crédit de la balance.

Extrait de la balance que 31 décembre 2011

Compte	Description	Solde d'ouverture débit	Solde d'ouverture crédit	Débits	Crédits	Solde fermeture débit	Solde fermeture crédit
401100,00	FOURNISSEURS COMBUSTIBLE	0	77032	342142	388298	0	123187
401110,00	FOURNISSEURS APPROVISIONNEMENT	0	18980	58545	60959	0	21393
401130,00	FOURNISSEURS HONORAIRES	0	153	568	590	0	176
481200,00	FOURNISSEURS IMPOS CORPORELLES	0	7449	20632	34468	0	21284
Totaux		0	103614	421887	484314	0	166041

Les comptes fournisseurs auxiliaisés de la balance au 31 décembre 2011 présentent un cumul crédit de 484, 314 milliards auquel il faut déduire le cumul des annulations de règlements extrait du fichier des règlements de l'année 2011 que nous vous soumettons et qui se chiffre à 45 ,264.

Comme l'auditeur l'a confirmé dans nos entretiens le solde des comptes fournisseurs de la base auxiliaire sont conformes à ceux de la balance ce qui prouve que toutes les écritures passées dans la base auxiliaire sont remontées correctement dans la comptabilité générale.

DETTE FOURNISSEURS PAR COMPTE

AU 31/12/2011

N° Fournisseur	Montant Facture	Montant Reglé	Solde Impayé
401100	154 388 170 302	31 200 832 474	123 187 337 828
401110	23 486 461 564	2 093 248 161	21 393 213 403
401130	175 814 523	194 700	175 619 823
481200	25 415 483 893	4 131 131 311	21 284 352 582
Total général	203 465 930 282	37 425 406 646	166 040 523 636

IV- CONCLUSION GENERALE

Senelec est une société chargée de fournir de l'électricité aux usagers de manière continue (24H/24) quelque soient les aléas liés à ses approvisionnements. Nonobstant les difficultés et contraintes diverses, Senelec a toujours fonctionné dans le respect des principes qui sous-tendent la passation des marchés publics (transparence-équité et économie), adossées d'abord sur les différents codes (Décret N°82 690 du 7 septembre 1982 et les suivants) puis depuis 2007 sur les différents décrets portant nouveau Code des marchés publics (Décrets 2007-545 du 27 avril 2007 jusqu'à 2011-1048 du 27 juillet 2011).

Toutefois avec la mise en place du nouveau code des Marchés Publics de 2007, intégrant Senelec dans son champ d'application, nous avons enregistré des délais de passation de marchés extrêmement longs (en moyenne 8 mois entre le premier envoi du DAO à la DCMP et la conclusion du marché) ; en y ajoutant un délai d'approvisionnement de 4 mois, l'année budgétaire se termine sans disposer des matériels et matériaux nécessaires (transformateurs, câbles, poteaux, accessoires de réseaux, pièces électromécaniques de centrales ...).

Pendant ce temps, Senelec demeure toujours dans l'obligation d'assurer à l'ensemble de ses clients une fourniture d'énergie électrique en quantité suffisante et avec la qualité requise.

Aussi, lorsque ces incidents de réseaux et ces pannes de centrales surviennent (parfois les weekends et jours fériés ou à des heures nocturnes), et que le matériel nécessaire est en rupture de stocks (pour des raisons évoquées précédemment), Senelec n'a que deux choix possibles :

1/ laisser une partie de sa clientèle sans électricité le temps de faire un appel d'offres (temps d'attente de plusieurs mois), ce qui constitue, au-delà même de la gêne occasionnée chez le client,

un facteur de risque sur la paix sociale et la sécurité nationale (cf émeutes de l'électricité en juin 2011)

2/ passer des commandes directes de dépannage du système pour assurer ses obligations de garantir la continuité de la fourniture l'électricité à tous les usagers, en attendant la finalisation des procédures d'appels d'offres pour disposer des marchés signés.

Il reste que dans tous les cas, Senelec continue de faire tous les efforts, d'année en année, pour utiliser les dispositifs du code (marchés à commandes, marchés à clientèles, marchés pluri-annuels etc.) même s'ils sont limités compte tenu de la nature de l'exploitation du produit fourni par Senelec, pour limiter ces commandes de dépannages ou ces achats « spot » à des proportions très faibles (2 à 3 % maximum).

Veillez agréer, **Monsieur**, l'expression de notre considération distinguée.

Le Directeur Général

PJ :

- documents justificatifs